Vol. 6 • No. 40 • Du 17 au 23 Avril 2013 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Manifestasyon gaye nan tout peyi a !

Page 6

English

Page 9

DÉMISSIONS OU DIVERSION?





Voir page 4

Il faut voir dans la démission de ces femmes, Marie-Carmelle Jean-Marie au Ministère des Finances et de Régine Godefroy à la Communication, une manœuvre de diversion de l'Exécutif qui fait face à une pression constante de la part de l'International pour qu'il réalise des législatives partielles et locales à la fin de cette année



Y-a-t-il une menace macoute sur les prochaines élections ?

Page 7

POURQUOI RICHARD MORSE A-T-IL QUITTÉ LE GOUVERNEMENT MARTELLY-LAMOTHE ?



Voir page 4

J'ai quitté à cause de la corruption au palais, et du sabotage des infrastructures» Morse a dit qu'il a eu la preuve de visu de "faux chèques – et de gens se faisant payer alors qu’ils ne travaillent plus au palais national"



Hugo Chávez, homme de Renaissance du 21e siècle !

Page 10



Nicolas Maduro élu président du Venezuela !

Page 18

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Haiti Liberté remercie!

Par Berthony Dupont

Une semaine avant le dîner de solidarité visant à aider notre journal, Haiti Liberté se fait le plaisir de remercier certains compatriotes qui, quoiqu'empêchés d'y participer pour des raisons indépendantes de leur volonté, se sont quand même mobilisés pour répondre présents par leur soutien financier.

Nous ne pouvons pas nommer tous ces compatriotes habités par un sens élevé de patriotisme, mais parmi eux se détache le fleuron des samaritains dont le geste nous a profondément touché. Une fois de plus nous disons un merci tout spécial à ce compatriote au pseudonyme de Lavalas 2001.

Nos remerciements les plus sincères vont à nos abonnés, nos amis du Canada particulièrement Patrick Volny, Serge Bouchereau et Franklyn Ulysse de l'Emission *Non-Stop sur les Antilles.* Sans doute ne feront-ils pas partie de la délégation qui fera le déplacement pour la fête, mais en toute bonne foi ils nous ont fait part d'une contribution appréciable. Par contre, il est certain que Guy Roumer, Kafenol, Parfait, Darlio et autres seront avec nous pour rehausser cette grande soirée de solidarité en l'honneur du journal.

La fête sera d'autant plus belle que la présence de tous les progressistes conséquents indiquera comment le soutien à Haiti Liberté est de grande importance, une partie de la solution à la politique impériale qui entend à tout prix nous humilier davantage à travers le gouvernement Martelly-Lamothe. Cette présence coïncide avec la nécessité de lutter pour la mise en place d'un pouvoir national et démocratique, ce que nous avons toujours souhaité pour le pays.

Notre gratitude va également à tous les progressistes haïtiens et étrangers qui ont entendu notre appel, notre coup de lambi de rassemblement sur l'Internet et qui sans marchander leurs possibilités d'aide ont facilité l'achat des billets d'avions permettant le voyage de notre journaliste Kim Ives au Brésil et en Argentine. Kim a accompagné le sénateur Moise Jean-Charles invité par Trabalho, un courant progressiste du Parti des Travailleurs au Brésil. Ce dernier ainsi que le plus grand syndicat de l'Argentine couvrent les frais de déplacement de Kim en Argentine et au Brésil lors des rencontres concernant l'occupation d'Haiti par les forces de la Minustah sous le commandement militaire brésilien.

La situation en Haiti, quoique disent et quoique font Martelly et Lamothe, se détériore de plus en plus. Aujourd'hui, le pays traverse une crise de confiance aiguë, et les conditions objectives sont à mille lieues de permettre l'organisation d'élections libres, honnêtes et crédibles qui auraient permis de remettre le pays sur les rails de la liberté et de la démocratie. Mais, vu que la fraude, arme de prédilection des politiciens réactionnaires, comme d'habitude l'emportera sur l'honnêteté, de tels espoirs ne sont pas pour demain.

Au milieu de ce sombre tableau marqué par des promesses interminables qui n'ont jamais été tenues, des décisions politiques justes jamais appliquées, des mises en scène et scénarios grotesques laissant derrière les masses populaires toujours tenues à l'écart, Haiti Liberté ne cessera point de dénoncer les nouveaux potentats, les sanguinaires qui aux ordres de l'étranger exploitent leurs peuples.

Nous en avons assez de toutes ces trahisons, et c'est pour cela que nous prions infiniment nos lecteurs, amis et sympathisants, de bien vouloir continuer à nous apporter leur support afin de consolider le rempart de la solidarité.

Nous approchons de la dernière ligne droite. Votre participation à cette fête ne sera pas vaine. C'est en quelque sorte supporter une cause noble : celle d'Haiti Liberté continuant d'aller de l'avant sans abandonner ses principes, sans taire la moindre des vérités, sans jamais rater de démasquer les régimes corrompus et impopulaires.

Voyez les manœuvres de l'impérialisme avec ses valets au Venezuela pour essayer de déstabiliser la révolution bolivarienne et détourner le pouvoir populaire pour en faire bénéficier la bourgeoisie patripoche. C'est à nous de nous renforcer et de nous organiser davantage pour dénoncer le Capitalisme destructeur des peuples dans quelque lieu qu'il entende s'établir pour créer la terreur, la corruption et le pillage légalisé. Ce système ne peut être reformé, il doit être détruit !

Toute notre solidarité à la révolution bolivarienne et au peuple frère du Venezuela qui se réclame du Chavisme ! Vive la grande fête de solidarité avec Haïti Liberté !

Lettre ouverte au Président de la République et aux membres du Gouvernement

Par les Députés Sadrac Dieudonné et Joseph W. Deshommes

Excellence, Madame,
Messieurs,

Le succès et les performances de tout élu du peuple s'évaluent objectivement à l'aune de son respect des prescrits constitutionnels et de la concrétisation diligente de ses engagements électoraux dans la stricte mesure où ceux-ci concordent avec les aspirations profondes des populations représentées et coïncident même avec les besoins fondamentaux de la Nation attentive et impatiente.

Le candidat Michel Joseph Martelly, avec une façon de qui a donné quelques saillies à la campagne électorale, a soulevé des espérances fiévreuses et fait des promesses flamboyantes, dont la plus percutante et la plus appréciée reste son serment de « changer le système ». La majorité des électeurs l'a suivi vers ce rendez-vous du renouveau, où s'opèrerait drastiquement la rupture avec les pratiques surannées de gouvernance, tels le népotisme, le clientélisme, la corruption et le gaspillage de l'argent des contribuables, où serait définitivement consommé le divorce d'avec la politique de saupoudrage, d'improvisation et du fait accompli, où s'inverseraient promptement toutes ces méconduites politiciennes qui ont empoisonné les vingt-six (26) dernières années, pour une entrée solennelle et incontournable dans l'ère de la modernité et la mise en branle méthodique des réformes prescrites par les constituants de 1987.

Malheureusement, depuis l'investiture de Monsieur Martelly, les thèmes « changement et rupture » ont rejoint la poubelle des promesses oubliées et des ironies impudentes. Et le navire du changement, avec sa charge d'espérances bafouées, reste à tanguer au port du statu quo sous la conduite d'un capitaine qui garde les yeux rivés sur les mystifications et les impostures du passé. Aucun Président de la République n'aura été, pendant le quart de siècle écoulé, un vecteur plus efficace et plus vertueux de l'ancien régime. « Sa tòt di w lè l nan kalòj, se pa sa l di w lè l anlè pyebwa ». Ce proverbe illustre éloquemment le comportement du Chef de l'Etat.

Les récentes démissions de la ministre de l'Economie et des Finances, Marie-Carmelle Jean-Marie, et celle de la Communication, Régine Godefroy, montrent le vrai visage de l'Administration Martelly-Lamothe. Si le tandem Martelly-Lamothe cache son désarroi en faisant l'apologie de l'exgrande argentière de la République, cette dernière ne l'épargne point : elle le met plutôt à nu, dans une langue d'une exquise finesse. Dans sa lettre de démission, elle sous-entend les difficultés rencontrées dans son projet de « restaurer l'image d'Haïti aujourd'hui dégradée tant à l'intérieur qu'à l'extérieur». Elle se dit déroutée de son programme de « poursuivre une réforme conséquente et courageuse des administrations fiscale et douanière ». Elle crie sa déception et son amertume, elle qui avait également « tenu à initier une réforme de grande ampleur au niveau de la gestion des finances publiques, dans ses règles, dans ses instruments, dans ses pratiques, y compris au niveau si sensible de la transparence, notamment en matière d'allocation des fonds budgétaires comme la passation des marchés ».

Un tel programme, si sain dans sa conception, si rentable dans son application et ses résultats, eût séduit le candidat Martelly qui l'aurait appuyé sans réserve. Mais le Président, NON. Et Madame Jean-Marie n'a pu que se lamenter de n'avoir « plus le soutien attendu sur l'ensemble de ces points ni la solidarité de ses pairs ». Et comme une cerise sur le gâteau, Madame Godefroy, elle, a écrit dans sa lettre de démission : « Compte tenu du chevauchement évident des actions et de l'adversité à créer cette cohésion dans la promotion de l'action gouvernementale, je suis dans l'incapacité d'exercer mon devoir avec rigueur, honneur et intégrité [...]. » Comme si de remplir sa mission ministérielle dans la conjoncture actuelle et dans l'environnement factuel mettait sur le billot son honneur et son... intégrité.

L'heure est grave. Tous ceux qui sont pénétrés des causes profondes de la crise haïtienne sont unanimes à reconnaître que tous les efforts d'un gouvernement pour redresser la barque nationale seront vains si les pouvoirs exécutif et législatif n'accordent pas leur violon pour exécuter le projet fondamental de la Constitution de 1987 qui est de mettre en place un système de gouvernance décentralisé, moderne et transparent.

Excellence, Madame, Messieurs, vous êtes en train de passer lamentablement à côté de la mission qui vous est confiée par la Constitution et que vous avez promis d'accomplir. Il est très tard, certes, mais pas trop tard pour redresser la barre du bateau ivre et prendre la bonne direction, celle qui vous attirera l'accompagnement et l'enthousiasme de la Nation, éléments indispensables à votre réussite.

Que Dieu bénisse la Nation !
Que Dieu sauve Haïti !

Pour le groupe PRI :
Député Sadrac Dieudonné : Président
Député Joseph W. Deshommes : Secrétaire-administrateur

Une partie du marché frontalier de Belladère incendiée



Vue de l'endommagement d'une partie du marché de Belladère causé par l'incendie Photo:GARR

Un incendie s'est déclaré au marché public de la ville de Belladère (Centre) dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 avril 2013, a appris le GARR. Une bonne partie de ce marché où étaient entreposés des chaussures et des vêtements usagés a été la proie des flammes.

Les pertes estimées à un million cent quatre vingt quinze mille (1,195000.00) gourdes affectent plus d'une dizaine de marchandes et marchands, selon le maire de Belladère, Alcide Hoslor, interviewé par le GARR.

La police et la population de Belladère s'étaient mises à l'œuvre tôt dans la matinée du 7 avril 2013 pour tenter de circonscrire le feu. Toutefois, « Faute d'une bonne provision d'eau, la population et la police n'ont pas pu intervenir au moment opportun pour limiter les dégâts causés par l'incendie.», informe le Coordonnateur régional du GARR dans le Plateau Central, Gerrard Déserné.

Pour le maire Hoslor, l'incendie serait d'origine criminelle. « Nous pouvons signaler que l'incendie n'a pas éclaté de façon innocente, il est avant tout d'ordre politique», a-t-il confié au GARR, le 9 avril 2013.

Le marché de Belladère situé dans la commune frontalière du même nom, est fréquenté aussi par des ressortissants dominicains tous les mercredis et samedis.

Depuis son inauguration en 1948 et sa réhabilitation en 2008 par le Fonds d'Assistance Economique et Social (FAES), c'est la première fois que le marché de Belladère est endommagé par un incendie selon le maire Alcide Hoslor.

Il a indiqué que des pourparlers sont en cours avec la Ministre à la Condition féminine et aux Droits de la Femme, Mme Yanick Mézile, en vue d'un accompagnement des victimes.

Un policier cruellement assassiné à Cité Soleil

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du vendredi 5 et samedi 6 Avril dernier, proche des anciens locaux du charnier de Fort Dimanche, à Cité Soleil, Robert Canga, 47 ans, policier de la PNH au grade d'agent 4, a été criblé de deux projectiles à la tête par des voyous armés non identifiés. Ancien militaire des Forces Armées D'Haïti (FADH), il était affecté au sous commissariat de Cité Soleil.

Il a laissé 7 enfants et d'autres extra-familiaux que la famille n'avait pas connus.

Un des parents de la victime du nom d'Antoine Louis Séüs, a ainsi expliqué les faits :

« Nou jwenn Canga mouri ak 2 bal nan tèt. Sanble l te goumen anpil ak ansasen yo, paske inifòm li chire. 'Back up' ki te akonpaye l nan nuit lan pa janm pran kontak ak fanmi an jouk kounye a. Li t'ap travay kòm chèf twoup nan plas enspektè prensipal la ki pat prezan. Li gen 2 ponyèt li ak anpil dan ki kase nan bouch, mete sou sa li pèdi yon je l. Nan premye deklarasyon l te bay, enspektè a te di nou li te jwenn tout bagay sou li. Kounye a, li di nou li pat jwenn zàm li sou li...Se yon lòt 'back up' lapolis ki te jwenn kadav la sou pon Fòdimanche lan, alòske, nou menm manm fanmi an, nou jwenn kadav la nan lokalite Bènamez...Yè swa, lakay nou, nan Riyèl Kretyen, Laplèn, a 1è 55 nan maten, yon pakèt bandi ak zàm atake nou anndan lakay nou kote yo kraze tout pòt kay la. 2 ladan yo te gen kagoul nan tèt yo. Se gras a popilasyon an ki te kouri vin pote n sekou ki fè yo pa ansasinen nou tout nan kay la. N'ap mande jistis, reparasyon ak sekirite pou fanmi an... ».

Pourquoi Richard Morse a-t-il quitté le gouvernement Martelly-Lamothe ?



Pour l'avoir vu, Morse a dit posséder la preuve que des travailleurs remplissent les canaux de drainage avant la saison des pluies ce qui entraîne des inondations. Quand il a alerté le ministre, rien n'a été fait.

Par Catherine Porter

Tout au long de sa campagne et durant la deuxième année de son mandat, le président d'Haïti Michel Martelly a eu un compagnon de façon constante: son cousin et son collègue musicien Richard Morse.

Morse était un allié puissant pour deux raisons. Il est le chanteur d'un groupe musical haïtien énormément populaire appelé RAM, qui a contribué à accroître la popularité de Martelly aux yeux des jeunes électeurs. (Quiconque n'aimait pas la musique de Martelly en tant que Sweet Micky, était vraisemblablement attiré par celle de Morse). Deuxièmement, Morse dirige l'Hôtel Oloffson, un hôtel de l'historique centre-ville immortalisé dans Les Comédiens de Graham Greene ; un hôtel où John F. Kennedy avait une fois séjourné, et qui aujourd'hui est le lieu favori de rencontre de la presse internationale, du corps diplomatique et des travailleurs humanitaires.

Donc, Morse a autant les oreilles des électeurs haïtiens que des décideurs en dehors du pays.

C'est tout un personnage - un diplômé de Princeton, et un prêtre vaudou mêlé à la politique bien avant que son cousin ne devienne président, pestant contre la corruption en Haïti sur son Twitter constamment en action. (Il a plus de 20.000 fidèles à @ RAMHaïti)

Lors des élections, Morse a souvent été le porte-parole de Martelly. Après que son cousin eut gagné, il fut nommé envoyé spécial pour les affaires politiques, allant à Washington à intervalles de quelques semaines pour négocier et plaider en faveur du gouvernement haïtien.

Puis, en janvier dernier, Morse dans un court tweet annonçait qu'il avait quitté le gouvernement : «J'ai remis ma démission le 26 Décembre 2012. Je ne travaille plus pour le gouvernement haïtien. «

Mais après que deux ministres de Martelly eurent brusquement quitté leurs postes la semaine dernière, Morse a décidé de rendre public son propre départ. «J'ai quitté à cause de la corruption au palais, et du sabotage des infrastructures», m'a-t-il dit au téléphone.

Pour l'avoir vu, Morse a dit ayant la preuve que des travailleurs remplissent les canaux de drainage avant la saison des pluies ce qui entraine des inondations. Quand il a alerté le ministre, rien n'a été fait, a-t-il dit.

«Si vous créez des catastrophes, ce ne peut être que pour obtenir l'argent de l'aide,» , a-t-il dit.

Quant à la corruption dans le palais, Morse dit qu'il a eu la preuve de visu de «faux chèques – et de gens se faisant payer alors qu'ils ne travaillent plus au palais.»

Morse a dit avoir signalé ce fait aussi, mais que rien n'a été fait. «Plutôt que de lutter contre la corruption», a-t-il dit, «j'ai l'impression qu'ils l'ont embrassée.»

La ministre de la Communication Régine Godefroy ainsi que la ministre des Finances Marie-Carmelle Jean-Marie ont donné leur démission cette semaine. Dans sa lettre de démission, Jean-Marie a dit qu'elle a décidé de quitter après que ses tentatives pour introduire des réformes de transparence ont été repoussées. « Je peux me battre contre l'adversité et contre les agressions externes qui affectent notre pays avec régularité,» a-t-elle écrit en français, « mais pas contre le manque de solidarité avec mes propres pairs »

Rien de tout cela n'est bon pour le gouvernement Martelly, qui a eu des débuts très difficiles avec une kyrielle de premiers ministres et beaucoup de critiques internationales parce que retardant les élections sénatoriales. Ces derniers mois, le Premier ministre Laurent Lamothe a fait de la lutte contre la corruption une affaire de première importance.

Au lieu de réfuter les déclarations de Morse, Lamothe a déclaré que son administration tente d'y remédier, par l'établissement d'un nouveau groupe de travail anti-corruption qui ces derniers mois a arrêté 65 personnes, dont l'ancien maire de Pétionville.

«C›est endémique en Haïti et endémiques dans les pays pauvres», a déclaré Lamothe au cours d'une entrevue téléphonique. «Nous comprenons que la lutte contre la corruption est essentielle pour obtenir des investissements. Nous sommes en train de prendre toutes les mesures nécessaires .... Mais ça ne va pas arriver du jour au lendemain. «. Le gouvernement a mis en place un service d›assistance téléphonique pour obtenir des tuyaux anonymes, et est en train de mettre en place un site similaire, a-t-il dit.

«L›argent que des individus corrompus volent à l›Etat est de l›argent volé au peuple d›Haïti», a écrit Lamothe sur son blog.

La perception de corruption est une des raisons pour lesquelles l'État haïtien n'a reçu que moins de 10 pour cent des 6,4 milliards de dollars de l'aide étrangère depuis le tremblement de terre. La plupart des donateurs ont court-circuité le gouvernement, en envoyant l'argent de préférence à des organisations à but non lucratif.

L'an dernier Transparency International a classé Haïti 165ème sur 176 pays à cause de cette perception de corruption.

Lamothe a déclaré que le départ de la ministre des Finances a été déclenché par des frictions interpersonnelles et qu'il n'est pas lié à la corruption. Comme pour Morse, «nous avons beaucoup de respect pour elle. Nous faisons de notre mieux dans des circonstances très difficiles dans ce pays.«

Toronto Star le 15 avril 2013

Démissions ou diversion: L'Etat paie toujours les pots-cassés !

Par Jose Clément

Cette semaine, deux ministres du gouvernement Martelly/Lamothe rendent leurs tabliers ou sont forcées de le faire. Il s'agit de Marie-Carmelle Jean-Marie au Ministère des Finances et de Régine Godefroy à la Communication. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre au point que les médias locaux en font leur une et les réseaux sociaux rivalisent en informations et conjectures.

Il faut voir dans la démission de ces femmes-ministres une manœuvre de diversion de l'Exécutif qui fait face à une pression constante de la part de l'International pour qu'il réalise des législatives partielles et locales à la fin de cette année. Pour l'instant, l'Exécutif n'est pas assuré de gagner ces élections au cas où elles auront lieu. D'où le hic! Jusqu'ici, le président Martelly n'a pas réussi à délivrer la marchandise pour laquelle il a été choisi, au plus fort d'une élection dont le processus ressemble beaucoup plus à un tirage au sort. Il a été imposé tout simplement au pays par l'international.

Les promesses de campagne d'un candidat qui prônait la rupture dans la gestion de l'Etat se font toujours attendre deux années après. Le pouvoir s'enfonce davantage dans une gestion calamiteuse et opaque qui fidéliserait à celle de la dictature des Duvalier. Les législatives partielles, les municipales et locales attendues depuis une année sont toujours dans l'impasse. L'arrêté publié dans le journal officiel de la République «Le Moniteur» nommant les neufs membres du « Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent » (CT-CEP) est flou en ce qui a trait aux législatives partielles. L'arrêté en question ne précise pas s'il s'agit d'un tiers du sénat. Erreur matérielle ou volontaire? Cette omission ne parait pas innocente ! Les maigres ressources de l'Etat sont détournées à travers des projets qui n'ont aucune consistance et substance au profit de tiers. L'économie haïtienne est toujours anémiée avec un taux de chômage avoisinant les 80% de la population active, même si le président a fait mention la semaine dernière de la création, pour le moins fictive, de 400 mille emplois dans le pays. Autrement dit, la relance économique et sociale n'est pas pour demain.

Les joutes de cette année constituent un véritable test de mi-mandat pour le président en exercice qui passe le clair de son temps à voyager à l'étranger à la recherche, dit-il, de meilleures opportunités pour le pays. Vingt-quatre mois après, les retombées de ces multiples périples tardent encore à se faire sentir dans la réalité d'un peuple qui se cherche au jour le jour dans un environnement qui lui est de plus en plus hostile. M. Martelly est tout simplement pris au dépourvu. Il doit faire face à cette réalité crue après tout ce temps d'inertie et de léthargie. Le procédé de chaise musicale pratiqué au sein de ce pouvoir n'aura pas la vertu de changer grand-chose dans le panorama de la gouvernance haïtienne, si elle ne s'inscrit pas dans une perspective de changement réelle et durable.

Il est clair que le gouvernement Martelly-Lamothe tourne en rond. Il n'inspire pas confiance aux gouvernés et n'est porteur d'aucun projet de société susceptible de changer progressivement les conditions matérielles d'existence de la population. Le pays a besoin d'un timonier capable de redresser la barque nationale en plein désarroi. Le pouvoir actuel fait face à un déficit sérieux de crédibilité et de leadership. Qui pis est, le pouvoir, par son comportement irresponsable prouve qu'il est en panne d'inspiration.

Le départ des deux ministres peut être vu également dans le contexte de rivalités au sein du pouvoir Martelly qui depuis son accession à la Magistrature de l'Etat n'a pas réussi à avoir une équipe cohérente rationnelle pour s'occuper des affaires de la République. La classe politique n'a même pas été approchée dans la conception et la formation de l'équipe gouvernementale ; alors que le président Martelly est considéré comme un solitaire ne venant d'aucune structure politique proprement dite. La classe politique toutes tendances confondues est reléguée aux oubliettes au profit de clubs d'amis d'enfance du président, de groupuscules, de clans, des membres et proches de la famille présidentielle. Le résultat est bien maigre. Autant dire que le fruit n'a pas tenu sa promesse des fleurs.

Des hommes et des femmes qui ont été propulsés à la tête de l'Etat, pour la plupart, sans expérience dans l'Administration Publique et sans grande culture de l'Etat. Ils confondent toujours l'Etat et leur propre personne, oubliant que l'Etat est une personne morale de droit public et ne servant que l'intérêt général. L'Etat, c'est moi! (1). La Constitution qui limite le pouvoir de l'Etat sur son territoire fait défaut dans la République depuis l'avènement du président Martelly, puisque la Charte fondamentale amendée, revue, corrigée et augmentée n'a jamais été promulguée dans «Le Moniteur». La porte reste grande ouverte pour des abus de toutes sortes sur les citoyens au nom de la raison d'Etat.

L'improvisation et la propagande sont le point fort du régime qui, jusqu'ici, ne s'attelle pas à travailler et à afficher des résultats probants. Ils donnent tout simplement l'apparence de liquider les affaires courantes. Mais l'ambiance que dégage le pouvoir s'inscrit dans une dynamique d'achèvement du pillage des fonds publics. Le régime fait tout pour satisfaire ses intérêts immédiats et ceux de ses patrons étrangers au détriment du bien-être collectif des haïtiens. Il s'agit en fait, d'un régime scélérat et immoral qui ne se gêne même pas à créer des catastrophes pour soutirer de l'aide internationale.

En réalité, le pouvoir en Haïti a toujours été une affaire de clan qui est un ensemble de familles associées par une parenté réelle ou fictive fondée sur l'idée de descendance. Le pouvoir de Martelly n'échappe pas à la règle. Et dans ce cas précis, il s'agit d'un clan informel né à la faveur de la prise du pouvoir politique et n'obéissant à aucune norme d'éthique. Adoptant le bracelet au couleur rose au lieu de blason ou totem comme figure représentative ou mythique comme dans certains clans, celui-ci dont il est question est composé de familles des époux Martelly et de celle de Lamothe auxquelles s'agrippent aux alentours d'autres richissimes et excentriques familles de la place. Les membres à l'intérieur de cette société sont en lutte constante pour garder le pouvoir politique ou s'accrocher aux intérêts liées à ce pouvoir. Il en résulte une lutte d'influence à l'intérieur de cette société restreinte et des contradictions de toutes sortes. Une telle ambiance ne saurait être propice à la bonne gouvernance.

Les changements fréquents de Cabinet Ministériel ou Conseil de Gouvernement s'inscrivent tout droit dans cette logique de satisfaire des membres du clan et non dans une dynamique de résultats. La République souffre constamment de cette ambivalence : satisfaire soi-même et la nation. D'ailleurs, les ministres sont recrutés non sur la base de compétence, d'idéologie ou de savoir-faire avéré, mais le plus souvent en référence au lien de parenté ou membre du clan, à une recommandation ou simple amitié. On est en face d'un gouvernement hétéroclite, sorte de fourre-tout sans vision commune dans l'application de la politique gouvernementale. Chacun est venu défendre ses intérêts particuliers, sa clientèle politique, sa classe sociale et sa couleur, sans engagement ou considération aucune pour la population. Qui défendra les intérêts de la nation?

Le Palais national, haut lieu mythique du pouvoir haïtien, est devenu l'endroit privilégié de toutes les tractations, coups-bas, coups montés. Chacun attend son tour. Celui-ci veut être Ministre, Secrétaire d'Etat ou Directeur Général. Tous les moyens sont bons pour convaincre le Chef de l'Etat de la nécessité de procéder au remplacement d'un Ministre qui ne fait pas bien son travail ou qui n'a pas fait allégeance. Comme si des directives claires étaient données dans le cadre d'une politique générale bien structurée, allant dans le sens des revendications de la population.

Des postes ministériels ont été créés en dehors des cadres légaux. Pour l'instant, le budget de la République doit nourrir 25 Ministres et 10 Secrétaires d'Etat, alors qu'il aurait fallu un Cabinet d'urgence pour mener à bien la barque, dans un contexte de marasme économique. C'est comme pour donner l'impression qu'il y a un travail qui se fait. Plus le Cabinet est élargi, plus le constat d'échec est grand. Il faut trouver un endroit pour caser tout le monde dans une République de petits copains. On comprend pourquoi il y a toujours un vent de replâtrage ministériel ; au moins chaque deux ou trois semaines.

Il ne saurait être autrement quant à la démission ou au licenciement de deux Ministres du gouvernement Martelly-Lamothe. Mme Marie-Carmelle Jean-Marie occupait le portefeuille des Finances depuis plus d'une année et donnait son aval pour des projets bidons de l'Equipe. Pourquoi elle a attendu tout ce temps pour se rendre compte qu'elle était «lâchée par ses pairs», à travers sa correspondance pour le moins laconique et sans substance. Alors que, moins d'une semaine avant, elle faisait l'éloge du président Martelly, dans une interview au quotidien haïtien Le Nouvelliste. Même son de cloche pour le Ministre de la Communication Régine Godefroy qui faisait état dans sa lettre de son incapacité d'exercer son devoir avec «rigueur, honneur et dignité». Celle-ci fut Directrice Générale de l'Office des postes pendant un bon bout de temps avant qu'elle soit mutée, pour les services rendus, au Ministère de la Communication. Trop tard dans un monde trop vieux pour ces drôles de dames!

Un citoyen est libre de servir la République quand il veut et à l'heure qui lui convient le mieux à travers son intégration dans un quelconque gouvernement. Il doit aussi assumer l'entière responsabilité jusqu'au bout sans afficher un comportement de mauvais perdant quand le moment est venu de se retirer ou de céder la place. Point d'excuses au nom de la République!

(1) Formule attribuée à Louis XIV qu'il aurait prononcée le 13 avril 1655 devant les parlementaires parisiens.

Jose Clément
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)
Florida, le 15 avril 2013



Deux ministres «ouettent» leur corps, «chapent» leur poule
Deux poulettes hors du poulailler

Par Fanfan la Tulipe

N'importe où au monde on peut parler de gouvernement : gouvernement du Premier ministre de la Jamaïque, gouvernement du président de la Bolivie, gouvernement du président du Chili. Ce sont effectivement des gouvernements dotés d'une structure, des gouvernements fonctionnels. On peut ne pas être d'accord avec l'orientation de droite ou de gauche de tel ou de tel autre gouvernement, mais on se rend compte que ça bouge, que le gouvernement n'est pas à l'oral, qu'il donne des résultats, qu'il y règne un sens des priorités, que le vaille que vaille n'y est pas à l'honneur, bref, que le citoyen sait qu'à la tête de son pays il y a un vrai gouvernement opérationnel.

En ce qui a trait au tandem Martelly-Lamothe, ma plume tremble à écrire «gouvernement Martelly-Lamothe». J'ai plutôt envie d'écrire: poulailler Martelly-Lamothe. Mais comme je ne suis pas une mauvaise langue, je me fais bon prince et préfère parler d'«ambiance Martelly-Lamothe». D'autant que Martelly, lui seul, est toute une ambiance, depuis l'époque où en Floride il sautait sur du caca de poule qu'il prenait pour de la cocaïne, jusqu'à ces interventions koulanguiettantes soit avec les journalistes soit avec des parlementaires, sans oublier ces lascifs déhanchements carnavalesques, fesses au vent. Une honte nationale.

De cette ambiance cacapoulante et koulanguiettante se détache la silhouette sulfureuse du Premier ministre Laurent Lamothe. Contrairement au président, ce n'est pas un homme agité. On ne peut pas dire de lui qu'il avait l'habitude de «rouler ses fesses» dans les défilés carnavalesques. Lors, il roulait sa bosse en Afrique où il roulait chefs d'Etat, ministres et entrepreneurs dans la farine de juteuses, douteuses et ténébreuses affaires qui lui ont permis de faire prospérer la compagnie Global Voice.

Le site Web Le Griot.info, basé en France, a publié le 11 novembre 2010 un article accusant le président du Sénégal Abdoulaye Wade d'avoir été « *manipulé par Laurent Lamothe ... pour pouvoir installer Global Voice au Sénégal.* » Lamothe « *a corrompu des autorités avec des sommes d'argent, des voyages en Afrique du Sud pris en charge par lui, pour faire passer le projet à la présidence* ». Le journaliste Steven Addamah a affirmé : « *Plusieurs personnes dont un ministre, un conseiller du président, une femme sénatrice, un Directeur Général devaient gagner 29 millions de dollars sur le dos du contribuable sénégalais et de la SONATEL, (la compagnie nationale de téléphonie) après signature du contrat* ».

En juillet 2011, un autre site, basé au Sénégal, Dakaractu.com, a comptabilisé des charges similaires de corruption contre Global Voice, dans les pays à travers l'Afrique, y compris la République démocratique du Congo, la Guinée, la République centrafricaine, la Gambie «*où règne un despote aussi absolu que prédateur*». C'est dire que Lamothe n'est pas «mince», il est même d'une assez belle épaisseur magouillante. Avec lui c'est l'ambiance de brassage d'affaires louches, douteuses, troubles, suspectes, équivoques, interlopes, inquiétantes. Avec Martelly et Lamothe, c'est toute une «ambiance», je dirais même que c'est tout un bordel.

Cette ambiance bordelette s'est vue à un moment donné rehaussée de la présence tyoulite de deux phénomènes, deux énergumènes dont les acrobaties sousoutes finissent toujours par exaspérer les participants aux rencontres plutôt poulaillères de l'émission Ranmase sur Radio Caraïbes. Je veux parler du transfuge lavalassien Mario Dupuy et du journaliste «sans peur» mais plein de reproches Guyler Cius Delva dont les agaçantes interventions louangeantes du président ont même fini par écoeurer le narcissique Martelly. On n'a point besoin d'être un analyste futé des choses politiques pour comprendre pourquoi deux ministres, deux femmes ont ouetté leur corps de l'«ambiance» Martelly-Lamothe, et échappé leur poule. A temps, on voudrait dire, elles ont remis leur démission au Premier ministre brasseur d'affaires, le sulfureux Lamothe..

La première à s'échapper de l'ambiance poulaillante a été Mme Marie-Carmelle Jean-Marie, Ministre de l'Economie et des Finances. A en croire la grande presse haïtienne, elle est très compétente dans ce domaine, requérant «*beaucoup de rigueur et d'abnégation*», deux qualités étrangères aux us et coutumes politiques des deux compères Martelly et Lamothe. A Madame apparemment avait été « *assigné l'objectif de tenir le cap de la sagesse et de la constance, non pas pour restreindre l'action gouvernementale, mais pour l'inscrire dans le chemin vertueux du respect des règles prescrites*». Manifestement, l'ambiance Martelly-Lamothe n'est pas au respect des règles prescrites. C'est plutôt une ambiance de *tout voum se do, jan l pase l pase*. L'important c'est que le président ou son Premier ministre trouvent le pognon qu'il leur faut pour aller se balader en Europe et ailleurs, accompagnés d'une clique de parasites, pourvus de gras per diem.

Madame Marie-Carmelle rapporte dans sa lettre de démission que la Public Expenditure and Financial Accountability «*nous classe parmi les moins vertueux des États en matière de gestion des finances publiques*». Aussi a-t-elle «*tenu à initier une réforme de grande ampleur au niveau de la gestion des finances publiques, dans ses règles, dans ses instruments, dans ses pratiques, y compris au niveau si sensible de la transparence, notamment en matière d'allocation des fonds budgétaires comme de la passation des marchés publics*». Comment mieux lire entre les lignes que «l'ambiance Martelly-Lamothe» n'est pas à la transparence, à la clarté mais bien à l'obscurité et à l'opacité, propices à la corruption, autrement Madame n'aurait pas démissionné.




Marie-Carmel Jean-Marie et Régine Godefroy auront appris que nan batèm frize nèg konn manje kaka chwal

Aïe ! Le mot corruption, ce maître mot qui à lui seul décrit « l'ambiance Martelly-Lamothe». Au moment où l'on s'y attendait le moins, le public en a été plus qu'édifié grâce aux révélations de Richard Auguste Morse faites au journal Toronto Star. Morse, cousin de Martelly, proche politique de «l'ambiance» et qui, semble-t-il, occupait un poste au palais national. Eh bien oui, le 26 décembre de l'année dernière, il en a démissionné, écoeuré, dégoûté, indigné, répugné et a dit pourquoi au journal :«Je suis parti à cause de la corruption au palais et le sabotage d'infrastructures [...] au lieu de combattre la corruption, je sentais qu'on l'embrassait».

Coup sur coup, le public a pris connaissance de le lettre de démission de Régine Godefroy, ministre de la Communication. Lettre dans laquelle elle dit avoir eu «*l'opportunité de gérer une institution reçue dans un état de délabrement total*». Et qui l'avait précédée à ce poste ? Un certain Ady Jean-Gardy qui lui-même avait comme secrétaire d'Etat rien d'autre que le fameux Guyler Cius Delva. Ces deux compères étaient entrés en conflit ouvert en septembre de l'année dernière au moment de l'agitation sociale qui commençait à s'amplifier dans le Sud, plus précisément aux Cayes. Au lieu de régler leur conflit à l'amiable, sousou Guyguy avait préféré «attend[re] le retour du président Martelly pour régler cette affaire».

Durant les trois derniers mois passés au ministère dont elle avait la charge, Régine Godefroy assure qu'elle a «*su assainir les finances d'une institution quasiment sans budget, pillée du minimum de ressources mises à ma disposition, une multiplicité d'employés sans fonction et sans qualification qui d'eux-mêmes ont tenté de dénaturer la mission du Ministère*». Ce qui laisse entendre, même pas en filigrane, que Jean-Gardy et son subalterne de *sousou* baignaient dans les eaux marécageuses d'une gargotte financière habitées par une *multiplicité* de sinécuristes, affairistes, toutistes, patatistes, parasites, punaises, maringouins et autres bestioles nuisibles, parmi elles des *soumaren*, de crapuleux petits morveux et crapuleuses petites morveuses, presque tous des espions de «l'ambiance Martelly-Lamothe».

Dans «l'ambiance», ou en périphérie de «l'ambiance» il se trouve – il fallait s'y attendre – des chenapans politiques plus royalistes que le roi. Il s'en est trouvé un en la personne du sénateur Edwin Zenny, représentant du Sud-Est. En effet, Zenny, le sénateur-zen, a prétendu que madame Jean-Marie, faisait en fait obstacle à «l'action» (sic) de «l'ambiance». Alors que Martelly lui-même lors d'une interview avec Wendell Théodore le 12 avril a affirmé qu'il n'y a jamais eu de problème avec la ministre. Même, il a eu à dire :«Les relations dépassaient les relations de travail. C'était comme une relation d'amour». Est-ce un amour (sic) qui aurait pu consumer la Jean-Marie ? Madame a eu peur de cette folle «consumance», a ouetté son corps et chapé sa poule.

Naturellement, on ne peut qu'applaudir la démission de ces deux ministres qui auraient pu rester patauger dans «l'ambiance». On ne peut toutefois s'empêcher de se demander que diable ces deux femmes se réclamant d'une farouche intégrité étaient allées faire dans cette galère, dans cette «ambiance» malsaine? On doute qu'elles n'aient pas été au courant de la corruption rampante au palais national ainsi que vient de le révéler Morse le cousin de Martelly. Avec un Martelly dont la moralité laisse plus qu'à désirer. Un Martelly quasiment inculte, dont les vulgarités, les manières obscènes, les comportements répréhensibles et vils avec la presse et des parlementaires sont bien connus de tous. Un Martelly narcissique, égocentrique, tyrannique, accusé par une présentatrice crédible d'une chaine de télévision dominicaine d'avoir accepté de gras pots-de-vin d'un sénateur maffieux dominicain

Comment accepter de faire route, de faire rien qui vaille, rien d'honnête avec un Lamothe dénoncé par des médias africains comme un escroc. Avec un Lamothe menteur de première classe qui en Côte d'Ivoire affirmait tout récemment que «Haïti se porte mieux avec une croissance macroéconomique de l'ordre de 7%», tandis que Madame la ministre des Finances a dû accourir et voler au secours du mensonge fait homme pour rectifier la menterie : une croissance de 2.8% en 2012. Un Premier ministre qui promettait à la population haïtienne l'électricité 24 sur 24 au mois de juillet 2013. Madame Jean-Marie a dû ajuster le tir menteur du Premier menteur en disant que ça avait été un lapsus.

En définitive, Marie-Carmel Jean-Marie et Régine Godefroy auront appris que *nan batèm frize nèg konn manje kaka chwal*. Et on ne devrait pas être surpris que d'autres démissions soient en préparation. D'autres ministres qui vont «ouetter» leur corps et «chaper» leur poule.

Manifestasyon gaye nan peyi a !

Nan plizyè kwen an Ayiti, popilasyon an leve kanpe pou egzije konstriksyon pon ak wout ki te kraze, elektrisite, dlo potab, bonjan ankadreman pou peyizan travay tè yo, pou yo ka pwodui plis manje. Te gen manifestasyon tou kont ensekirite a, kont vòlè k ap fin dechèpiye, vòlè bèt peyizan yo. Pwofesè lekòl yo tou te pran lari pou mande responsab nan Leta a peye yo plizyè mwa salè yo dwe yo. Gen kote menm malere malerèz yo se ti moso lasante oubyen lajistis y ap mande paske yon seri jij, avoka, notè, apantè pwofite absans Leta nan zòn yo pou fè tout kalte konbinezon pou vòlè ti moso tè peyizan yo.

Grangou wòz pou pèp la, anpil milyon pou Olivier Martelly

Se konsa nan kòmansman mwa avril la nan Miragwàn popilasyon an te leve kanpe bloke wout nasyonal nimewo 2 a, badijonnen lokal Pakè Tribinal Sivil la ak kaka, paralize tout aktivite yo nan zòn lan pou mande revokasyon komisè gouvènman a, René Francisco.

Komisè Francisco bò kote pa l denonse yon rezo malfektè k ap feraye nan zòn lan. Pou te mete yon fen nan kriz la, otorite lajistis yo nan Pòtoprens te transfere Komisè a nan Aken, yon lòt jiridiksyon nan Sid peyi a. Sepandan nan Miragwàn popilasyon an toujou kanpe sou brenzeng li, apre plizyè mwa latwoublay, pou dirijan nan tèt meri Miragwàn lan bay popilasyon an sèvis.

Nan Leyogàn, kafou Difò, popilasyon an te bloke lari a samdi 3 avril la pou mande konstriksyon yon mache nan zòn lan. Nan lokalite Twen, pwofesè yo te fè grèv pou mande touche 14 mwa ayere salè Leta dwe yo. Pwofesè Lekòl sa yo fè konnen depi yo te fin jwenn lèt nominasyon yo, yo pa janm touche senkòb, yo bije kanpe travay pou fòse dirijan yo peye yo, pou yo ka kontinye fè travay yo ki se bay pitit mas pèp la timoso ledikasyon. Se menm sitiyasyon an k ap devlope nan Kap Ayisyen, dezyèm vil peyi a, kote pwofesè Lekòl yo di ki nan lekòl gratis la te manifeste nan plizyè ri nan vil la pou mande touche plizyè mwa ayere salè.

Nan vil Jakmèl ak Senmak, popilasyon an te manifeste pou mande konstriksyon pon ak wout ki te kraze e ki te koumanse konstwi depi sou prezidan Préval, ki kanpe e ki pa janm rekòmanse, pou mande elektrisite ak dlo potab dirijan yo te pwomèt lè yo te vizite zòn sa a, men depi yo ale anyen pa janm fèt, se manti sèlman y ap bay mas pèp la.

Nan Pòtoprens popilasyon an kòmanse leve kanpe kont grangou, lavichè ak move kondisyon lavi moun ki pi pòv yo nan katye popilè yo, kote moun yo ap mouri anba yon grangou wòz kaletèt. Se nan sans sa a yon santèn moun te pran lari a jedi 11 avril pase a pou di : « Aba Martelly ! Pa gen okenn 400.000 djòb ! Aba Grangou wòz tètkale ! Aba Lavichè ! Aba Kòripsyon ! Aba djob aloral» Manifestasyon an te derape sou Fò Nasyonal, pase nan kèk katye popilè pou al bout devan ministè Afè Sosyal ak Travay. Manifestan yo fè konnen se manti sèlman Martelly ap bay pèp la, se zafè ti zanmi ak ansyen divalyeris parèy li l ap regle sou pouvwa a. Yon manifestan te esprime endiyasyon l konsa «Nou pran lari a jounen jodi a pou n mande Martelly si l pa ka rezoud pwoblèm mas pèp la, se pou l kite pouvwa, paske li te pwomèt chanjman, se mizè ak povrete k ap kokobe mas pèp la, se chomaj la ki ogmante chak jou. Pa gen lòt solisyon, se wete Martelly sou pouvwa a. Li pa t anyen e li pap janm genyen mas pèp la. Se kolon yo ki te mete l sou pouvwa a, jounen jodi a mas yo leve kont li».





Aba Martelly ! Pa gen okenn 400.000 djòb ! Aba Grangou wòz tètkale ! Aba Lavichè ! Aba Kòripsyon ! Aba djob aloral»

Viktim Tranblemanntè 12 janvye 2010 yo, ki kontinye ap bat ladoba nan kan yo anba tant ak machann yo k ap chache yon lavimiyò, nan bat dlo pou fè bè nan lari a, kontinye ap rele anmwe, paske bandi ame yo ak ajan lameri yo ap fè yo monte lesyèlpado. Moun anba tant ap mande 30 mil kay Martelly te pwomèt la epi mande ki kote lajan ki la pou konstwi kay pou viktim 12 janvye yo pase ? paske yo tande anpil pawòl k ap pale nan radyo yo, kès Leta a vid, rejim Tètkale kaletèt la fin piye kès Leta, y ap mande ki kote yon (1) milya 500 mil dola vèt prezidan René Préval te kite nan Bank Santral la BRH pase? Kote lajan èd kominote entènasyonal la te bay pou fè kay bay viktim yo pase?

Ti machann nan ri Sentonore nan kè kapital la te manifeste lendi 15 avril la pou pwoteste kont lajan Lameri a, ki genyen nan tèt li yon katèl defakto, k ap pèsekite yo nan lari a. Ajan Lameri sa yo te bat yo epi vòlè konmès ti machann yo, anpil ladan yo te kouche sou kabann lopital, pami yo yon fanm ansent ki genyen 4 mwa. Se maswife mas pèp la ap monte anba gouvènman kaletèt Martelly-Lamothe la, ki montre aklè vizaj diktatoryal li, pandan bandi legal li yo ap mache touye moun nan peyi a. Nan Delma 31, ri Jean-Jacques, yo touye enjenyè Bastien Siméon dèyè volan machin li. Bandi yo te bay viktim lan plizyè bal nan bouch li. Pou anpil moun nan sosyete a pa gen lòt solisyon se mobilize pou dechouke vye rejim kaletèt, retwograd, reyaksyonè sa a, ki sòti nan kouran divalyeris la, k ap teworize mas pèp la sitou nan katye popilè yo.

Y-a-t-il une menace macoute sur les prochaines élections ?

Par Francklyn B. Geffrard

L'accession au pouvoir le 14 Mai 2011 de Michel Martelly marque le retour officiel du secteur macouto-putschiste sur l'échiquier politique haïtien. Macoutes et putschistes de poil et de tout acabit se regroupent derrière Michel Martelly. C'est la première fois qu'ils retrouvent le chemin du pouvoir par la voix des urnes depuis les élections frauduleuses remportées par François Duvalier. Tous se retrouvent dans le régime Martelly. Et tous s'identifient à ce pouvoir dont ils jouissent les largesses. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils y prennent goût et veulent probablement y rester le plus longtemps possible. Ils sont habitués à la présidence à vie et au pouvoir sans partage. Il est vrai qu'ils conservent les mêmes réflexes autoritaires, mais les temps ont changé. Fort malheureusement, eux ils n'ont pas changé.

Il est évident que les élections à elles seules ne suffisent pas à construire un Etat de droit et démocratique. Cependant, elles jouent un rôle fondamental dans le renouvellement du personnel politique d'un pays. Les élections, quand elles sont libres, ouvertes et transparentes, assurent l'alternance politique. En un mot, les élections sont un élément de la démocratie. C'est un exercice auquel les macoutes et les putschistes doivent se soumettre. Sont-ils prêts à jouer le jeu démocratique ? Admettent-ils que la seule façon d'arriver au pouvoir démocratiquement, c'est par la voie du suffrage universel ? Et c'est là que se situe tout le dilemme du secteur macouto-putschiste! Ils ont toujours eu pour principe et formule, le non-respect de la constitution. Ils se sont toujours appliqués au principe de la baïonnette ! Le cadre légal établi par la Constitution importe très peu pour eux. Ils ont du mal à s'accommoder avec tout ce qui est norme légale.

La constitution du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) avec des personnalités venues des secteurs macoute et putschiste en est une preuve que le régime Tèt Kalé est profondément enraciné dans le macoutisme. A la seule différence, le pouvoir a du mal à imposer sa vision rétrograde et à appliquer des méthodes brutales du passé. Plusieurs descendants de macoutes et de putschistes notoires ou leurs supporteurs font partie de l'organisme chargé d'organiser les prochaines élections législatives partielles, municipales et locales. Rien ne dit que des fils ou filles de macoute et de putschistes ne doivent travailler. Cependant, rien n'empêche à personne de penser que le régime Martelly les place dans des positions stratégiques dans la perspective d'une manipulation de la machine électorale. Il y a même lieu de craindre qu'ils ne viennent venger leurs parents qui ont subi le « déchoukaj » et interdit de participer légalement à la vie politique du pays pendant une période de dix (10) ans en référence aux dispositions transitoires de la Constitution de 1987. Il est vrai que les macoutes n'ont jamais été totalement en dehors du jeu politique qu'ils ont construit pendant près de vingt-neuf (29) ans. L'article 291 de la Constitution de 1987 dans ses dispositions transitoires a été pourtant clair : « Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix (10) années qui suivront la publication de la Présente Constitution et cela sans préjudice des actions pénales ou en réparation civile: Toute personne notoirement connue pour avoir été par ses excès de zèle un des artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt-neuf (29) dernières années ; tout comptable des deniers publics durant les années de la dictature sur qui plane une présomption d'enrichissement illicite ; toute personne dénoncée par la clameur publique pour avoir pratiqué la torture sur les prisonniers politiques, à l'occasion des arrestations et des enquêtes ou d'avoir commis des assassinats politiques.»



Le CTCEP de Martelly comporte en son sein des gens qui avaient supporté et fait promotion pour le sanglant coup d'Etat militaire de 1991

Cependant, les macoutes, c'est-à-dire, Duvaliéristes et Jean Claudistes ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils ne voulaient pas de vacance politique. Pour avoir exercé le pouvoir pendant près de trente (30) ans, ils y ont développé une sorte d'addiction. Ils ne peuvent pas s'en passer ! C'est pourquoi, la première tentative d'organisation d'élections démocratiques en Haïti après la chute de la dictature avait terminé dans le sang. Le 29 Novembre 1987, les haïtiens étaient appelés aux urnes pour la première fois après plus de trente (30) ans de règne de la dynastie des Duvalier qui a dirigé le pays d'une main de fer. Ne pouvant participer au scrutin, les macoutes qui se sont alliés aux forces armées d'Haïti emmenées par les généraux Henry Namphy et Williams Régala ont massacré plusieurs dizaines d'électeurs. Au moins vingt (20) électeurs ont été massacrés à la Ruelle Vaillant (Nord-est de la capitale) à l'école Nationale Argentine Bellegarde. Mais les macoutes et les militaires avaient semé la terreur dans tout le pays, notamment dans le Département de l'Artibonite. Après avoir plongé le pays dans l'horreur, les militaires ont dissous le Conseil Electoral Provisoire dirigé à l'époque par le Dr. Ernst Mirville. Il est clair que cet acte barbare et grotesque montre à quel point les forces du statu quo persistent et signent dans un élan de pérennisation d'un système honni et archaïque qui a plongé le pays dans un total sous-développement.

Le 11 décembre 1987, la junte militaire nomme un nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP). Les membres de cette institution électorale sont tous désignés par le Conseil National de Gouvernement (CNG). Les organisations de la société civile qui étaient représentées au précédent CEP se sont abstenues de désigner leurs représentants au nouvel organisme électoral. Ce CEP présidé par Me. Jean Gilbert annonce la tenue des élections pour le 17 Janvier 1988. Le secteur démocratique boycotte ces élections qu'il qualifiait de « mascarade » et remportées par le professeur Leslie Manigat du Rassemblement de Démocrates Nationalistes Progressistes (RDNP). Mais quelques mois plus tard, soit le 18 Juin 1988, l'armée renversa le président Manigat du pouvoir. Le pays est plongé une nouvelle fois dans l'instabilité politique. Les anciens miliciens des Duvalier se reconvertissent dans un nouveau corps appelé « Attaché ». Aidé des militaires, ils continuent de semer la terreur à travers le pays. Autant dire que ce secteur ne s'est jamais ajusté aux temps qui changent. Toujours fidèles à leur triste

Suite à la page (14)

Pour stopper les dérives



Michel Joseph Martelly et Laurent Salvador Lamothe

Les élections de 2010-2011 déroulées sous la commande de la communauté internationale ont placé au pouvoir des étrangers, en l'occurrence Messieurs Michel Joseph Martelly et Laurent Salvador Lamothe. Leur gouvernance est émaillée de Corruption, de népotisme, de clientélisme, de malversation, de gaspillage des maigres ressources nationales, de dépenses somptueuses, d'instabilité gouvernementale, de vassalisation des Institutions républicaines, du non-respect des droits de l'homme, de la tolérance de l'impunité et a institué un Etat délinquant. Les agissements de ces étrangers au timon des affaires de l'Etat haïtien portent atteinte à la dignité de la Nation et contribuent à ternir l'image de chaque haïtien en particulier et de la nation haïtienne en général.

Considérant que la question de nationalité de Monsieur Michel Joseph Martelly ou Michael Joseph Martelly n'a jamais été élucidée concrètement et que le doute persiste ;Considérant que Monsieur Michel Joseph Martelly n'assume pas les missions régaliennes de l'Etat qui lui sont assignées par l'article 136 de la Constitution de 1987;

Considérant que Monsieur Michel Joseph Martelly a violé les articles 114-2 et 115 de la constitution, lorsqu'il a ordonné l'arrestation du Député de Delmas-Tabarre, Arnel Belizaire, le 27 Octobre 2011, ce qui constitue un Crime de Haute Trahison ;

Considérant que Monsieur Michel Joseph Martelly par l'Arrêté du 24 janvier 2012 (LE MONITEUR, Supplément du No. 10) portant création de la Commission Nationale de lutte Contre la Faim et la Malnutrition (COLFAM) et du programme ABA GRANGOU et l'Arrêté du 15 juin 2012 (LE MONITEUR No. 94) créant la Commission d'Appui à la Coordination des Infrastructures de Sport et d'Accompagnement de la Jeunesse Haïtienne (CACISAJH) a ordonné au Ministère de l'Economie et des Finances de mettre à la disposition de son épouse, Sophia Martelly et de son fils Olivier Martelly les fonds publics sans contrôle aucun contrairement à l'article 200 de la Constitution ;

Considérant les velléités manifestes de Monsieur Michel Joseph MARTHELY de restaurer l'ancien régime dictatorial, rétrograde, réactionnaire, contraire à la démocratie représentative et participative établie par la Constitution de 1987 ;

Considérant que la nationalité haïtienne du Premier Ministre, Laurent Salvador Lamothe a aussi suscité des doutes ;

Considérant que le Premier Ministre Laurent Salvador Lamothe est considéré au Sénégal, comme un escroc prototype, où des poursuites judiciaires sont envisagées contre lui suivant les dénonciations du citoyen Newton Louis ST JUSTE.

Considérant que le Premier Ministre Laurent Salvador Lamothe et Monsieur Michel Joseph Martelly utilisent les fonds publics et les fonctions Officielles pour effectuer des voyages à l'étranger à des fins personnelles ;

Considérant les déclarations du Sénateur Moise Jean Charles selon lesquelles l'Administration Marthely / Lamothe aurait pillé les caisses de l'Etat ;

Considérant que le cousin de Michel Joseph MARTHELY, Richard MORSE, a déclaré au journal canadien «Toronto Star » qu'il a démissionné comme conseiller de la Présidence pour cause de corruption au Palais National;

Vu la gravité de ces actes dénoncés portant atteintes à la dignité nationale et à la morale publique, contribuant ainsi à salir l'image du pays ;

Vu que de telles infractions ne sauraient ne pas interpeller ou révolter la conscience des citoyens haïtiens ;

Vu que le classement sans suite n'est pas prévu par la législation haïtienne ; et en tant que simple mesure administrative, il n'est pas une décision judiciaire susceptible de faire la lumière sur les infractions reprochées au Président et au Premier Ministre, ce qui laisse planer de graves suspicions.

Vu que ces agissements dénoncés sont d'une extrême gravité au regard de l'opinion publique et doivent en conséquence aboutir soit à la mise en accusation du Premier Ministre, Laurent Salvador LAMOTHE ou soit au jugement du citoyen Newton Louis St Juste pour diffamation ;

Vu que les dénonciations font état de Corruption, d'Escroquerie et de Blanchiment d'argent, infractions pour lesquelles le législateur a institué : l'Unité de Lutte Contre la Corruption ULCC et l'Unité Centrale de Renseignement Financier UCREF et qu'en ces matières le Parquet est tenu de saisir ces organes aux fins d'enquête ; Face à cette situation de dégradation des valeurs, les Citoyens doivent assumer leurs responsabilités, comme cela se fait dans toute société. Dans cette perspective, les signataires de la présente apportent leur plein et entier soutien au :

1) Député Arnel Bélizaire qui demande la formation d'une Commission d'enquête à la Chambre des Députés pour faire la lumière sur les récentes révélations de Me. Newton Louis St-Juste relatives aux dénonciations d'Escroqurie, de Corruption et de blanchiment d'argent et d'Associations de Malfaiteurs faites à l'encontre du Président Michel Joseph MARTELLY et du Premier Ministre, Laurent Lamothe tant en Haïti qu'à l'étranger, particulièrement au Sénégal.

2) Sénateur Moise Jean-Charles et Wetsner Polycarpe qui demandent aux députés la mise en accusation du Président Michel Joseph Martelly pour violation de la Constitution.

Pour stopper toutes les dérives du pouvoir en place, nous citoyens haïtiens, signons cette présente pétition, pour dire NON aux escrocs et mille fois NON à la corruption, à la violation de la Constitution, à l'arbitraire, à l'instabilité politique, à la vassalisation et le non fonctionnement des institutions ; enfin demandons aux honorables parlementaires d'assumer leurs responsabilités constitutionnelles en interpellant le Premier Ministre, Laurent Salvador Lamothe et engageant le processus de la destitution du président Michel Joseph Martelly pour la sauvegarde de la nation haïtienne et les institutions républicaines.

Signatures :
Mario JOSEPH, Avocat
Josué MERILIEN, Prof.
Jean Willy BELFLEUR, Prof.
Yves PIERRE-LOUIS, Journaliste
Biron ODIGÉ
David OXYGENE
Dyliet JEAN BAPTISTE, Avocat

Mairies : de nouvelles formes de violences

Par J. Fatal Piard

Définitivement le régime kale tèt s'est montré déterminé à faire voir de toutes les couleurs aux couches les plus vulnérables de la société haïtienne. Et, pour y parvenir toute une batterie de stratégies a été mise en place. Pour ce qu'il s'agit des étalagistes c'est à travers les agents exécutifs intérimaires que ce plan macabre sera exécuté. Et, chaque jour apporte son lot de victimes.

Les pauvres étalagistes aussi bien de Pétion-Ville, de Delmas que de Port-au-Prince sont persécutés à longueur de journée. Les incessants exercices de tâtonnements de ces autorités municipales brid sou kou sont autant de preuves qu'elles ne disposent d'aucun plan scientifique d'urbanisation adaptée à l'environnement où elles ont le privilège de diriger à la faveur d'une mauvaise planification électorale volontaire.

A date, elles ne sont parvenues à donner ne serait-ce qu'un élément de réponse raisonnable à la cuisante problématique de l'explosion démographique sous laquelle croupissent les 6 communes formant la zone métropolitaine. Port-au-Prince, Pétion-Ville, Delmas, Cité Soleil, Carrefour et Tabarre. A court d'idées porteuses, elles préfèrent opter pour la logique macoute qui consiste à violenter la population en lieu et place de solution durable respectant la dignité humaine des contribuables.

C'est bien dans cet ordre d'idée que plusieurs stratégies ont été définies par ces autorités municipales sous-développées jusque dans leur façon de respirer. En tout premier lieu, prenons un cas de figure d'actualité comme



Le maire kaletèt Wilson Jeudi

celui de la mairesse assesseure de la commune de Delmas, Madame Marie André Jeudi. Les élections n'ayant pas été organisées à tant, c'est par un simple décret que Madame Jeudi s'est vue nommée mairesse de Delmas.

Sitôt installée, une mésentente que d'aucuns qualifient de banale, est survenue entre clle et le maire principal kale tèt le nommé Wilson Jeudi. Comme résultat, Madame Jeudi a disparu comme un coup d'éclair. Après avoir siégé comme mairesse à peine deux mois Madame Jeudi est morte plus rapide qu'un Pap padap. Wilson Jeudi pap jwe non pandan l ap pran pòz pastè l la !!! Sa k vle konprann ya va konprann. Pouvwa pèp la ap travay !!! Wilson Jeudi ap travay tou !!!

Tout porte donc à croire que dans leur souci primordial de se perpétuer indéfiniment au pouvoir ces autorités mégalomanes ne reculeront devant aucune forme de violence sanguine ou même mortelle. Que dire alors pour ces sorts sauvages réservés à ceux et celles qui hantent les rues de la zone métropolitaine à la recherche d'une pitance juste pour leur permettre de survivre ?

Haïti Liberté, vers la fin de janvier a déjà fait grand cas de violences dont ont été victimes les étalagistes de Pétion-Ville. Ce n'est qu'à leur grande surprise qu'ils ont constaté qu'un matin, leurs tréteaux ont été jetés au feu et réduits en cendre. Non content de faire brûler leurs tréteaux et de se saisir de leurs uniques moyens de subsistance le maire assesseur Dominique Saint Rock a opté pour une forme de violence plus classique.

Dominique, ce dissident de Konbit qui a trahi sa tutrice Lydie Parent pour se faufiler dans le camp kale tèt, s'est montré d'un zèle sans commune mesure. Selon plusieurs témoignages fiables, ce Dominique a donc armé les 40 brigadiers de petits appareils pouvant donner des décharges électriques aux marchands et marchandes. «Je n'aurais jamais imaginé que le 2ème assesseur Dominique Saint Rock serait aussi cynique pour encourager ses sbires à utiliser cet appareil à décharge électrique. J'ai vu un brigadier l'utiliser contre un marchand qui s'est évanoui sur le coup. S'ils persistent ainsi, l'un de ces quatre matins, ils seront responsables de la mort de l'un de ces pauvres marchands au cas où il serait cardiaque», s'est révolté Corlens un ancien employé de la mairie de PV.

Scènes de bastonnades, bousculades, sabotages ou mise sous séquestres de leurs marchandises, ce sont autant de stratégies mises en place par les autorités municipales de la zone métropolitaine pour décourager les étalagistes. Vers la fin de février c'était au tour des Port-au-Princiens de subir la sauvagerie des hommes de

Suite à la page (15)

Démission en cascade de ministres !

En moins de 24 heures deux (2) ministres du gouvernement Martelly-Lamothe ont remis leur démission. Il s'agit de la ministre de l'Economie et des Finances, MarieCarmelle Jean-Marie et celle de la Communication, Régine Godefroy. La première occupait cette fonction depuis avril 2012, suite au changement de gouvernement, au moment où Laurent Salvador Lamothe remplaçait Garry Conille à la tête de la Primature. La seconde était installée dans sa fonction le 24 janvier 2013, elle était auparavant directrice de l'Office des Postes d'Haïti (OPH), où elle était à l'origine de nombreux scandales.

Pour l'opinion publique la démission de la ministre de l'Economie et des Finances aura un impact négatif sur la santé *économique du pays, à un moment où l'assiette fiscale ne corresponde pas à la prévision budgétaire et tous les indicateurs économiques sont au niveau le plus bas de la région, comme elle l'a indiqué dans sa lettre de démission. Des analyses plus pointues démontrent qu'elle a remis sa démission pour ne pas se faire complice de la mauvaise utilisation des deniers publics : « Nous ne pouvons-nous contenter de pratiques désuètes et hier sanctionnées par une évaluation conduite selon les standards internationaux de l'évaluation PEFA [NdHL : Public Expenditure and Financial Accountability] et qui nous classe parmi les moins vertueux des États en matière de gestion des finances publiques. C'est pourquoi, j'ai tenu à poursuivre une réforme conséquente et courageuse des administrations fiscale et douanière, qu'il s'agisse des politiques, des structures, de leur organisation et de leurs pratiques. C'est pourquoi également j'ai tenu à initier une réforme de grande ampleur au niveau de la gestion des finances publiques, dans ses règles, dans ses instruments, dans ses pratiques, y compris au niveau si sensible de la transparence, notamment en matière d'allocation des fonds budgétaires comme de la passation des marchés publics. »* A-t-elle écrit

Plus loin, Marie-Carmelle Jean Marie dit se sentir seule dans la lutte qu'elle menait pour redresser la situation catastrophique de l'économie haïtienne, contre la corruption qui gangrène les institutions étatiques et l'effort qu'elle a entrepris pour restaurer l'image du pays dégradée aujourd'hui à un point tel que même les pays dit amis d'Haïti ont refusé de valider une réunion des pays donateurs en Haïti. *« Je ne peux que constater que je n'ai plus le soutien attendu sur l'ensemble de ces points. Je peux me battre contre l'adversité ou contre les aléas externes qui frappent avec régularité notre pays, mais pas contre le manque de solidarité de mes propres pairs. C'est donc avec regret, considérant le chemin qui reste à parcourir, mais également avec le sentiment que j'ai chaque jour accompli avec honneur et respect mon devoir de ministre de la République, que je vous présente ma démission du gouvernement avec prise d'effet immédiate. »*

La démission de Marie Carmelle Jean-Marie a soulevé des réactions de part et d'autres. Selon le sénateur Moïse Jean-Charles, c'était sous la pression du régime tètkale-kaletèt qu'elle se trouvait dans l'obligation de rendre son tablier. La ministre de l'Economie et des Finances était très inconfortable au sein des grands jouisseurs et des grands mangeurs. Quant au sénateur Pierre FranckyExius, les finances publiques ont pris un coup fatal avec la démission de la grande argentière de la République, vu la fonction régalienne que joue ce ministère. Cette démission est néfaste pour le pays en général et l'économie moribonde en particulier. Elle aura des conséquences négatives sur l'économie du pays, déjà en situation de dépendance extérieure.

Dans un Communiqué rendu public le vendredi 12 avril, le bureau de communication de la Primature informe que le Premier ministre accepte la démission de ces ministres. Par conséquent, il a pris un arrêté, approuvé par le président de la République, Michel Martelly nommant le citoyen Wilson Laleau, ministre de l'Economie et des Finances. Il a été installé à son poste ce mardi 16 avril et il y restera jusqu'à nouvel ordre au ministère du Commerce et de l'Industrie comme ministre a i, tandis que la ministre de la Culture, madame Josette Darguste occupera jusqu'à nouvel ordre la fonction de ministre a i de la Communication.

Il est déjà bruit que d'autres ministres jetteront l'éponge dans le temps à venir. Les députés du bloc minoritaire dénommé « Parlementaire pour le Renforcement Institutionnelle (PRI) » ont déclaré le ministre chargé des relations avec le Parlement, Ralph Théano *« Persona non grata ». Ils l'ont qualifié de ministre* de sinécure. Il est évident que les relations entre l'Exécutif et le Législatif se sont *détériorées* depuis la désignation des trois (3) représentants du pouvoir législatif au CTCEP. Le président Martelly l'a dit et le président du Sénat Desras Simon Dieuseul l'a confirmé.

Un gouvernement qui crée des catastrophes aux fins d'empocher de l'aide internationale



Les autorités en place ont beaucoup plus d'intérêt dans la DIGICEL, compagnie qui offre ses services dans plusieurs pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine

Par Jose Clement

Cela ressemble à du cynisme. En fait, c'est du cynisme! La déclaration de Richard Morse dans le journal canadien «Toronto Star» relative aux pratiques en cours au sein du régime Martelly/Lamothe fait froid au dos et laisse perplexe les citoyens sur la volonté de l'équipe en place à mener à bien les destinées du pays. Et quand on lit entre les lignes, on se rend compte que le régime « Tèt Kalé » est en train de transformer timidement, mais certainement, l'appareil d'Etat en un Etat prédateur.

Richard Morse, cousin du président haïtien, Michel Martelly qui prêtait ses services au Palais National à l'avènement de ce dernier au pouvoir le 14 mai 2011, a révélé au journaliste Catherine Porter le 15 avril dernier que «des travailleurs obstruaient des égouts avant la saison des pluies de manière à créer des inondations artificielles». Ces déclarations ont eu l'effet d'une bombe, notamment au Canada qui est l'un des principaux bailleurs de fonds d'Haïti. Au lieu de travailler à améliorer les conditions de vie de la population dont la majorité vit encore dans une misère abjecte, le gouvernement Martelly-Lamothe cherche plutôt à envenimer le problème des masses. C'est un vrai scandale !

Dans un pays aussi vulnérable ou les infrastructures routières, sanitaires et autres laissent à désirer, les inondations naturelles ont provoqué dans le passé des dégâts considérables tant sur le plan humain que matériel. A la moindre averse, Port-au-Prince se transforme en une vaste étendue d'eau. Les victimes sont toujours comptées par milliers. Voire provoquer des catastrophes aux conséquences incalculables, est encore pire. Il s'agit tout simplement d'un acte odieux et même criminel qui mérite d'être dénoncé avec véhémence par l'ensemble des secteurs de la société. Le gouvernement doit s'expliquer sur ces pratiques. La justice devrait se mettre en branle dans ce cas précis. Le Parlement aussi !

L'Etat ne peut pas travailler à son détriment propre. On se souvient que le Conseil National des Télécommunications (CONATEL), organe régulateur dans le domaine des télécommunications, avait intimé l'ordre à l'opérateur de téléphonie mobile NATCOM de ne pas revoir à la baisse la minute de communication pour ne pas porter préjudice à l'entreprise DIGICEL. L'Etat haïtien est actionnaire à environ 40% dans la nouvelle compagnie vietnamienne NATCOM, une dérivée de la TELECO, ancienne compagnie nationale de téléphone. NATCOM n'avait pas droit à la concurrence en acceptant de baisser le prix de la minute de communication. Et l'Etat était contre ses intérêts propres au regard du communiqué d'alors du CONATEL sur la question. Les autorités en place ont beaucoup plus d'intérêt dans la DIGICEL, compagnie qui offre ses services dans plusieurs pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine. D'ailleurs, le Chef du gouvernement haïtien est propriétaire d'une entreprise spécialisée dans la vente de minute internationale et dont le président Martelly fut un proche collaborateur.

On comprend pourquoi le Président Martelly et le Premier Ministre Lamothe persistent à voyager un peu partout dans le monde à la recherche, disent-ils, de mieux être pour le peuple haïtien, quand au même moment, une politique de destruction du peu d'infrastructures qui restent au pays est appliquée. La Communauté internationale n'est pas dupe. Elle ne saurait, dans une conjoncture aussi délicate où le Parlement haïtien instance de contrôle de l'Exécutif n'est pas fonctionnel, débloquer d'importants fonds en faveur du pays, le plus pauvre, autrement dit, le plus appauvri de l'Hémisphère.

Des responsables d'Etat veulent créer des catastrophes afin de subvenir aux besoins des milliers de victimes subséquentes. Ils veulent se faire voir sous les feux des caméras de télévision du monde entier en train de distribuer des kits alimentaires à des compatriotes désœuvrés. C'est navrant de constater à quel point des responsables du pays utilisent des procédés macabres pour soutirer de l'argent des mains de l'international. On se rappelle, lors de la campagne électorale, le candidat Martelly devenu aujourd'hui président de la République avait promis de nettoyer les écuries d'Augias, assainir les

Suite à la page (15)

Senator Moïse Jean-Charles Visits Brazil and Argentina

by Kim Ives

Senator Moïse Jean-Charles is presently on a speaking tour in Brazil and Argentina to raise consciousness about and to campaign against the continued military occupation of Haiti by troops of the so-called United Nations Mission to Stabilize Haiti or MINUSTAH. June 1st will mark the 9th anniversary of MINUSTAH's deployment in Haiti, a flagrant violation of the UN Charter and of the Haitian Constitution. A major demonstration calling for MINUSTAH's immediate withdrawal will be held in Haiti on that date, with participants coming from across Latin America.

Brazilian generals have led MINUSTAH since its inception following the Feb. 29, 2004 coup d'état against President Jean-Bertrand Aristide, and Brazilian soldiers make up the largest contingent, about 2,200 of the 9,000-head force.

Senator Moïse traveled to Sao Paolo, Brazil on Apr. 14 at the invitation of the Trabalho current of the ruling Brazilian Workers Party (PT). On Apr. 15, he flew to the city of Juiz de Fora, where he met with the mayor, local legislators, the teachers' union, the transport workers' union, the city's Movement of Blacks, and the general public.

Moïse's visit to Juiz de Fora was favorably covered by an extensive news report on Globo, Brazil's largest TV network. "I am opposed to the UN and Brazilian military occupation of Haiti because I am a Haitian nationalist," he told the network.

Late in the day of Apr. 15, the senator traveled to Rio de Janeiro, from which he flew to Brasilia, Brazil's capital. On the morning of Apr. 16, he met with over 200 high-school students who jammed into an auditorium at Teaching Center #3 in the town of Gama, a suburb of Brazil.



Sen. Moïse Jean-Charles speaking with students at the University of Brasilia on Apr. 16



Sen. Moïse Jean-Charles meeting with Brazil's Foreign Relations Committee of the House of Deputies in Brasilia

Translated into Portuguese by Vogly Pognon, the only Haitian college student studying at the University of Brasilia, Senator Moïse spoke to the students, who displayed rapt attention for over two hours. "95% of the Haitian population is against the occupation," Moïse told the students. "When the Haitian people hear about UN soldiers raping young Haitians, they are angered. They heard about another young Haitian who was found hung on the UN base in Cap Haïtien. But if a neighborhood has some insecurity and they call MINUSTAH, the soldiers say it's not their concern and never show up. But when the Haitian people rise up due to hunger, the MINUSTAH shows up to beat them with clubs and to tear-gas them."

Later that afternoon, Senator Moïse met with the Foreign Relations Committee of the House of Deputies in Brasilia. Four deputies, Committee president Nelson Pellegrino and Fernando Ferro, both of the PT, and Luiza Erundina and José Stédile, both of the Brazilian Socialist Party (PSB), held a cordial meeting of over 90 minutes with the senator, who stressed, as he did at other meetings, that the Haitian Senate had unanimously voted a resolution in 2011 calling on MINUSTAH to withdraw from Haiti by October 2012. That resolution has been flagrantly ignored.



Sen. Moïse Jean-Charles meeting with students at Teaching Center #3 in Gama, outside Brasilia

Then later on the evening of Apr. 16, Senator Moïse met for almost two hours with students at the University of Brasilia, who asked him many questions. "Everybody knows that Brazil is heading up the UN military occupation in Haiti," he said in response to one question. "But who is making the big money in Haiti? The Americans. Who is giving the orders? The Americans. This game of bluff has to stop."

On Apr. 17, Senator Moïse will meet with the Brazilian Senate's Human Rights Commission in Brasilia, and later in the day hold another public meeting.

On Apr. 18, he will travel to Sao Paolo, where he will meet with several legislators in the local parliament, as well as hold public meetings.

On Apr. 21, Senator Moïse will travel to Argentina where he will meet with senators and deputies there, as well as hold a large public meeting with the Workers' Central of Argentina (CTA), one of Argentina's largest unions. The union will also present the senator with an award for his work in Haiti.

"I commend the government and the people of Brazil on the great progress they have made in this country in recent years," Senator Moïse said to the students at the University of Brasilia. "But in my country, things are only going to get more complicated for them if the Brazilian troops stay. Recently, President Michel Martelly, who was put in power by Washington, was asked in France if he was afraid of the people rising up against him. He answered that he was not, because the MINUSTAH was there to protect him. That remark says it all."

HUGO CHÁVEZ, HOMME DE R

Par James Petras

Alors que le peuple du Venezuela vient d'élire Nicolas Maduro comme successeur d'Hugo Chavez, le philosophe James Petras revient ici sur le bilan du leader bolivarien. Son texte, qui hésite entre l'analyse et le témoignage, cherche à lui rendre hommage pour l'ensemble de son œuvre.



Hugo Chavez Frias, le défenseur des principes de la politique anti-impérialiste

Introduction

Le président Hugo Chávez était unique dans de multiples domaines de la vie politique, sociale et économique. Il a fait d'importantes contributions à l'avancement de l'humanité. La profondeur, la portée et la popularité de ses réalisations marquent Chávez président comme le « Président de la Renaissance au 21e siècle ».

De nombreux auteurs ont noté l'une ou l'autre de ses contributions historiques en soulignant sa législation anti-pauvreté, son succès en remportant les élections populaires avec des majorités retentissantes et sa promotion de l'éducation publique gratuite et de l'assurance santé pour tous les Vénézuéliens.

Dans cet essai, nous mettrons en évidence les contributions historiques mondiales uniques que le président Chávez a réalisées dans les domaines de l'économie politique, l'éthique et le droit international et dans la redéfinition des relations entre les dirigeants politiques et les citoyens. Nous allons commencer par sa contribution au développement durable de la culture civique au Venezuela et au-delà.



Des présidents latino-américains, de gauche à droite ; Daniel Ortega, Evo Morales, Chavez et Correa



Chavez à la rencontre des enfants dans une salle de classe

Hugo Chávez : le Grand-maître des valeurs civiques

Dès ses premiers jours au pouvoir, Chávez s'est engagé dans la transformation de l'ordre constitutionnel afin que les dirigeants politiques et les institutions soient plus sensibles à l'électorat populaire. Grâce à ses discours Chávez a clairement et soigneusement informé l'électorat des mesures et des lois améliorant leurs moyens de subsistance. Il a invité les commentaires et les critiques avec son style qui était d'engager un dialogue constant, en particulier avec les pauvres, les chômeurs et les travailleurs. Chávez a si bien réussi dans l'enseignement des responsabilités civiques à l'électorat vénézuélien que des millions de citoyens des bidonvilles de Caracas se sont levés spontanément pour évincer la junte militaire et financière compradore qui avait enlevé leur président et fermé la législature. En 72 heures —un temps record— les citoyens à l'esprit civique ont restauré l'ordre démocratique et la primauté du droit au Venezuela, rejetant complètement la défense des putschistes par les médias et leur bref régime autoritaire.

Chávez, comme tous les grands éducateurs, a appris de cette intervention démocratique de la masse des citoyens que les défenseurs les plus efficaces de la démocratie se trouvaient parmi les travailleurs —et que ses pires ennemis se trouvent chez les élites économiques et militaires liées à Miami et à Washington—.

La pédagogie civique de Chávez a souligné l'importance des enseignements historiques et des exemples des pères fondateurs, comme Simon Bolivar, dans l'établissement d'une identité nationale et d'Amérique latine. Ses discours ont rehaussé le niveau culturel des millions de Vénézuéliens qui avaient été élevés dans la culture aliénante et servile impériale de Washington et les obsessions consuméristes des centres commerciaux de Miami.

Chávez a réussi à inculquer une culture de solidarité et de soutien mutuel entre les exploités, en insistant sur les liens « horizontaux » plutôt que sur la dépendance clientéliste verticale entre les riches et puissants. Son succès dans la création de la conscience collective a fait pencher la balance de manière décisive éloignant du pouvoir politique les dirigeants corrompus des partis politiques et des syndicats, en favorisant de nouveaux mouvements socialistes et des syndicats de classe. Plus que toute autre chose, l'éducation politique de Chávez de la majorité populaire au sujet de leurs droits à la gratuité des soins et à celle de l'enseignement supérieur, des salaires décents et au plein emploi a suscité la colère hystérique des Vénézuéliens riches et leur haine impérissable envers un président qui avait créé un sentiment d'autonomie, de dignité et de « pouvoir de classe » via l'éducation publique mettant une fin aux siècles de privilège d'élite et d'omnipotence.

Surtout, les discours de Chávez, en s'inspirant autant de Bolivar que de Karl Marx, ont créé un profond et généreux sentiment de patriotisme et de nationalisme et un profond rejet d'une élite prosternée devant leur suzerain de Washington, les banquiers de Wall Street et les dirigeants des compagnies pétrolières. Les discours anti-impérialistes Chávez ont trouvé leur écho parce qu'il parlait dans la langue du peuple et élargissait leur conscience nationale pour s'identifier avec l'Amérique latine, en particulier la lutte de Cuba contre les interventions et les guerres impérialistes.



Relations internationales : La Doctrine Chávez

Au début de la décennie précédente, après le 11-Septembre, Washington a déclaré une « guerre contre le terrorisme ». Il s'agissait d'une déclaration publique d'une intervention militaire unilatérale et de guerres contre les nations souveraines, des mouvements et des individus jugés comme des adversaires, en violation du droit international.

Presque tous les pays se sont soumis à cette violation flagrante des Accords de Genève, sauf le président Chávez, qui a fait la plus profonde et simple réfutation contre Washington : « On ne combat pas le terrorisme avec le terrorisme d'État ». Dans sa défense de la souveraineté des nations et de la jurisprudence internationale, M. Chávez a souligné l'importance des solutions politiques et économiques aux problèmes sociaux et aux conflits - répudiant l'utilisation de bombes, de la torture et de la mutilation. La doctrine Chávez a souligné le commerce Sud-Sud et les investissements et la diplomatie plutôt que les solutions militaires. Il a confirmé les accords de Genève contre l'agression coloniale et impériale, tout en rejetant la doctrine impériale de la « guerre contre le terrorisme », qualifiant le terrorisme d'État occidental comme l'équivalent pernicieux du terrorisme d'Al-Qaïda.

Théorie et pratique politique : le Grand Synthétiseur

L'un des aspects les plus profonds et les plus influents de l'héritage de Chávez est sa synthèse originale de trois grands volets de pensée politique : le christianisme populaire, le nationalisme et l'intégration régionale bolivarienne et la pensée politique, sociale et économique marxiste. Le christianisme de Chávez a informé son profond attachement à la justice et à l'égalité des personnes, ainsi que sa générosité et le pardon des adversaires comme ceux engagés dans un violent coup d'État, un lock-out paralysant, ou qui avaient ouvertement collaboré et reçu un financement des agences de renseignement ennemis. Alors que partout ailleurs dans le monde, les agressions armées et les coups d'État aboutiraient à des longues peines de prison, voire des exécutions, sous Chávez la plupart de ses adversaires violents ont échappé aux poursuites et même rejoint leurs organisations subversives. Chávez a démontré une profonde croyance en la rédemption et le pardon. Le christianisme de Chávez a informé son « option pour les pauvres », la profondeur et l'ampleur de son engagement à éradiquer la pauvreté et sa solidarité avec les pauvres contre les riches.

La profonde aversion de Chávez et son opposition efficace à l'impérialisme états-unien et européen et au colonialisme brutal israélien ont été profondément enracinées dans sa lecture des écrits et de l'histoire de Simon Bolivar, le père fondateur de la nation vénézuélienne. Les idées bolivariennes sur la libération nationale ont de loin précédé toute exposition à Marx, Lénine ou les écrits plus contemporains de gauche sur l'impérialisme. Son soutien indéfectible et puissant et à l'intégration régionale et à l'internationalisme a été profondément influencé par Simon Bolivar qui proposait « Les États-Unis d'Amérique Latine » et son activité internationaliste à l'appui des mouvements anticoloniaux.

L'incorporation par Chávez des idées marxistes dans sa vision du monde a été adaptée à sa philosophie populaire de longue date qui était internationaliste, chrétienne et bolivarienne. L'option de Chávez pour les pauvres a été approfondie par sa reconnaissance de la centralité de la lutte des classes et la reconstruction de la nation bolivarienne par la socialisation des « hauteurs dominantes de l'économie ». La conception socialiste de l'autogestion des usines et des conseils communautaires populaires via l'autonomisation a reçu une légitimité morale par la foi chrétienne de Chávez en un ordre moral égalitaire.

Alors que Chávez était respectueux et écoutait attentivement les points de vue des universitaires et qu'il faisait souvent l'éloge de leurs écrits, ils n'ont pas reconnu ou, pire, ont délibérément ignoré l'originalité de la synthèse historique, religieuse et marxiste du Président. Malheureusement, comme c'est souvent le cas, des universitaires de gauche ont, dans leur posture complaisante, présumé être les tuteurs de Chávez et lui ont conseillé sur toutes les questions de la « théorie marxiste ». Il s'agit d'une sorte de colonialisme culturel de gauche, qui critiquait puérilement Chávez pour ne pas suivre leurs recettes toutes faites, publiés dans leurs revues littéraires politiques à Londres, à New York et à Paris.

Heureusement, M. Chávez a pris ce qui était utile des universitaires d'outre-mer et des ONG financées par les stratèges politiques, tout en rejetant les idées qui n'ont pas su tenir compte des spécificités historico-culturelles, de classe et de rentiers du Venezuela.

Chávez a légué aux intellectuels et aux militants du monde un mode de pensée qui est globale et spécifique, historique et théorique, matérielle et éthique et qui englobe l'analyse de classe, de la démocratie et une résonance transcendante spirituelle avec la grande masse de l'humanité dans une langue que toute personne peut comprendre. La philosophie et la pratique (plus que n'importe quel « discours Chávez » rapporté par les amateurs experts des forums sociaux) ont démontré que la technique de formulation des idées complexes dans un langage simple peut amener des millions de gens à « créer l'histoire, et pas seulement à l'étudier ».

Vers des alternatives concrètes au néolibéralisme et à l'impérialisme

Peut-être la plus grande contribution de Chávez dans la période contemporaine a été de démontrer, par des mesures concrètes et des initiatives politiques, que bon nombre des plus grands défis politiques et économiques contemporains peuvent être résolus avec succès.

Réforme radicale d'un État Rentier

Rien n'est plus difficile que de changer la structure sociale, les institutions et les attitudes d'un pétro-État rentier avec ses politiques profondément enracinées dans le clientélisme, la corruption endémique parti-État et une psychologie de masse profondément enracinée dans le consumérisme. Mais Chávez a largement réussi là où d'autres régimes pétroliers ont échoué. L'administration Chávez a commencé avec des changements constitutionnels et institutionnels afin de créer un nouveau cadre politique, puis il mit en œuvre des programmes d'impact social, qui ont approfondi les engagements politiques chez la majorité active, qui, à son tour, a courageusement défendu le régime contre la violence d'un coup d'État militaire-business. La mobilisation de masse pour le soutien populaire, à son tour, a radicalisé le gouvernement Chávez et a ouvert le chemin à une profonde socialisation de l'économie et à une mise en œuvre de la réforme agraire radicale. L'industrie pétrolière a été socialisée ; les paiements de redevances et de taxes ont produit des fonds pour les dépenses sociales massivement élargies au profit de la majorité des Vénézuéliens.

Presque chaque jour, Chávez préparait clairement de compréhensibles discours éducatifs sur des sujets sociaux, éthiques et politiques liés aux actions de redistribution de son régime en mettant l'accent sur la solidarité sociale plutôt que sur le consumérisme individualiste acquisitif. Les organisations de masse et de la communauté et les mouvements syndicaux ont fleuri ; une nouvelle conscience sociale a émergé prête et disposée à faire avancer le changement social et à confronter les riches et les puissants. La défaite par Chávez du coup d'État soutenu par les États-unis et les lock-out des patrons et son affirmation de la tradition et de l'identité bolivarienne du Venezuela souverain ont créé une conscience nationaliste puissante qui a érodé la mentalité de rentier et renforcé la poursuite de « l'économie équilibrée » avec un portefeuille diversifié. Cette nouvelle volonté politique et la conscience nationale productive était un grand bond en avant, même si les principales caractéristiques d'une économie rentière-dépendant des produits pétroliers persistent. Cette transition extrêmement difficile a commencé et est un processus continu. Les théoriciens de gauche d'outre-mer qui critiquent le Venezuela (« corruption », « bureaucratie ») ont profondément ignoré les énormes difficultés de la transition d'un État rentier à une économie socialisée et les énormes progrès réalisés par Chávez.

Crise économique sans

ENAISSANCE DU 21E SIÈCLE !

austérité capitaliste
Partout dans le monde ravagée par la crise capitaliste, les gouvernements des travailleurs, les sociaux-démocrates, les régimes libéraux et conservateurs ont imposé « des programmes d'austérité » régressive comportant des réductions brutales des dépenses sociales, de la santé et de l'éducation sociale et les licenciements massifs des travailleurs et des employés tout en distribuant des subventions de l'État et des généreux plans de sauvetage aux banques défaillantes et aux entreprises capitalistes. Chantant leur slogan thacherien, « il n'y a pas d'alternative », les économistes capitalistes justifient l'imposition de la charge de « la relance capitaliste » sur la classe ouvrière tout en permettant au capital de recouvrer ses bénéfices pour investir.

La politique de Chávez a été le contraire : au milieu de la crise, il a conservé tous les programmes sociaux, a rejeté les licenciements massifs et a effectué une augmentation des dépenses sociales. L'économie vénézuélienne est sortie de la crise mondiale et elle a récupéré avec un robuste taux de croissance de 5,8 % en 2012. En d'autres termes, M. Chávez a démontré que l'appauvrissement de masse est un produit du système capitaliste et de sa « formule » spécifique pour la récupération. Il a montré une autre approche, alternative positive à la crise économique, qui a taxé les riches, promu les investissements publics et maintenu les dépenses sociales.

Transformation sociale dans une « économie mondialisée »
De nombreux commentateurs, de gauche, de droite et du centre, ont fait valoir que l'avènement d'une « économie mondialisée » exclu une transformation sociale radicale. Pourtant, le Venezuela, qui est profondément globalisée et intégrée dans le marché mondial par le biais du commerce et des investissements, a fait de grands progrès en matière de réforme sociale. Ce qui importe vraiment par rapport à une économie mondialisée est la nature du régime politique, économique et ses politiques qui dictent la façon dont les gains et les coûts du commerce international et l'investissement sont distribués. En un mot, ce qui est décisif, c'est le « caractère de classe du régime » qui gère sa place dans l'économie mondiale. Chávez n'a certainement pas « décroché » de l'économie mondiale, mais plutôt il a rebranché le Venezuela d'une manière nouvelle. Il a redirigé le commerce et l'investissement du Venezuela vers l'Amérique latine, l'Asie et le Proche-Orient - en particulier vers les pays qui n'intervienne pas en imposant des conditions réactionnaires aux transactions économiques.

L'anti-impérialisme au temps d'une offensive impérialiste
Au moment d'une virulente offensive impérialiste UE-US impliquant des « guerre préventives », des interventions de mercenaires, de la torture, des assassinats et de la guerre de drones en Irak, au Mali, en Syrie, au Yémen, en Libye et en Afghanistan, des sanctions économiques brutales contre l'Iran et des sabotages, des expulsions coloniales israéliennes de milliers de Palestiniens financés par les États-Unis et des révolutions avortées par des marionnettes en Égypte et en Tunisie, le président Chávez, seul, s'est dressé comme le défenseur des principes de la politique anti-impérialiste. L'engagement profond de Chávez envers l'anti-impérialisme est en contraste frappant avec la capitulation des soi-disant « intellectuels marxistes » de l'Ouest qui prononcent des justifications de brutes pour leur soutien aux bombardements de l'OTAN en Yougoslavie et en Libye, à l'invasion française du Mali et au financement et à l'armement « monarcho-socialiste par l'Arabie-française » des mercenaires islamistes contre la Syrie. Ces mêmes « intellectuels » de Londres, de New York et de Paris, qui affichent une attitude condescendante envers Chávez, qu'ils traitent



L'industrie pétrolière a été socialisée ; les paiements de redevances et de taxes ont produit des fonds pour les dépenses sociales massivement élargies au profit de la majorité des Vénézuéliens

comme un simple « populiste » ou « nationaliste » et qui ont affirmé qu'il aurait dû écouter leurs discours et lire leurs livres, avaient bassement capitulé sous la pression de l'État capitaliste et des médias en soutenant les « interventions humanitaires » (autrement dit les bombardements de l'OTAN) ... et avaient justifié leur opportunisme dans la langue de sectes gauchistes obscures. Chávez a confronté les pressions et les menaces de l'OTAN, ainsi que la subversion de déstabilisation de ses adversaires intérieurs et il a courageusement énoncé les principes les plus profonds et significatifs marxistes du 20e et du 21e siècle : le droit inviolable à l'autodétermination des nations opprimées et d'opposition inconditionnelle aux guerres impériales. Alors que Chávez a parlé et agi pour la défense des principes anti-impérialistes, beaucoup dans la gauche européenne et aux États-Unis ont consenti aux guerres impériales. Il n'y avait pratiquement pas de manifestations de masse, des mouvements « anti-guerre » ont été cooptés ou moribonds, le Parti des travailleurs « socialistes » britanniques a défendu les bombardements massifs de l'OTAN en Libye, les « socialistes » français ont envahi le Mali avec le soutien du Parti anticapitaliste. Pendant ce temps, le « populiste » Chávez avait formulé une compréhension beaucoup plus profonde et raisonnée de la pratique marxiste, certainement au-delà de ses soi-disant tuteurs marxistes à l'étranger.

Aucun autre dirigeant politique ou d'ailleurs, académique de gauche n'a développé, approfondi ni étendu les principes fondamentaux de la politique anti-impérialiste à l'époque de la guerre impérialiste mondiale avec plus d'acuité que Hugo Chávez.

Transition de l'échec de l'état néo-libéral vers un état providence dynamique
La reconfiguration complète et pragmatique du Venezuela par Chávez, allant d'un régime échec désastreux et néo-libérale à un État-providence dynamique est un jalon important dans l'économie politique des 20e et 21e siècles. La réussite du renversement des institutions et des politiques néolibérales, ainsi que sa renationalisation des hauteurs qui dominent l'économie ont démoli le dogme néolibéral dérivé de l'ère Thatcher-Reagan consacré dans le slogan : « Il n'y a pas d'alternative » à la brutalité des politiques néolibérales, ou, en anglais : TINA (« There is no alternative »).

Chávez a rejeté la privatisation - il a renationalisé les industries clé du pétrole, socialisé des centaines d'entreprises capitalistes et réalisé un vaste programme de réforme agraire, y compris la redistribution des terres à 300 000 familles. Il a encouragé les organisations syndicales et le contrôle ouvrier des usines - même en dépit des gestionnaires publics et même de ses propres ministres. En Amérique latine, Chávez a ouvert la voie en définissant avec plus de profondeur et avec des changements sociaux plus compréhensifs, l'époque post néo-libérale. Chávez a envisagé la transition entre le néolibéralisme et le nouvel État-providence socialisé comme un processus international et il a fourni un financement et un soutien politique pour les nouvelles organisations régionales comme l'ALBA, Petrocaribe, et l'UNASUR. Il a rejeté l'idée de construire un État-providence dans un pays unique et il a formulé une théorie de la transition post-néo-libérale basée sur la solidarité internationale. Les idées originales de Chávez et ses politiques concernant la transition post-néo-libérale ont échappé aux marxistes pantouflés et aux globe-trotters du Forum social et experts d'ONG qui ont réussi principalement à obtenir du financement des fondations impériales.

Chávez a démontré à travers la théorie et la pratique que le néolibéralisme était en effet réversible - une avancée politique majeure du 21ème siècle.

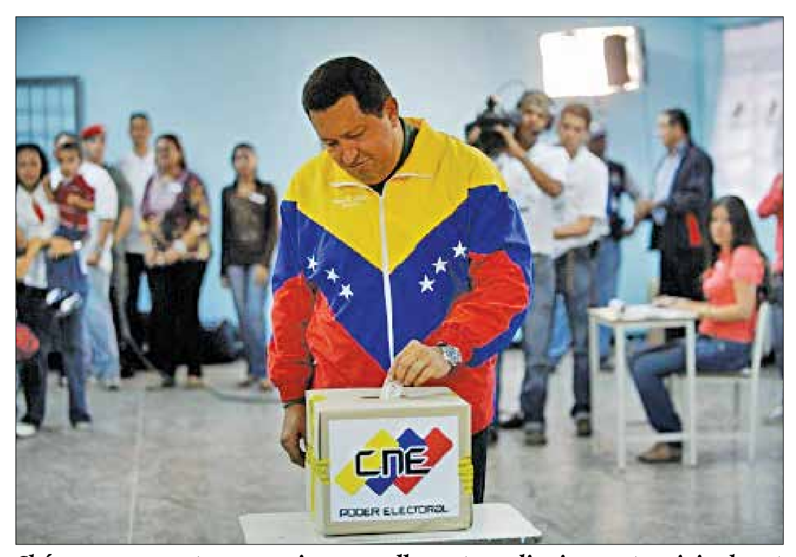
Au-delà du libéralisme social : La définition radicale du post-néo-libéralisme
Les régimes néo-libéraux avancés par les États-Unis et l'Union Européenne se sont effondrés sous le poids de la pire crise économique depuis la Grande dépression. Le chômage massif conduit à des soulèvements populaires, de nouvelles élections et l'avènement de régimes de centre-gauche dans la plupart des États d'Amérique latine, qui ont rejeté ou du moins qui prétendent répudier le « néo-libéralisme ». La plupart de ces régimes a promulgué des directives législatives et exécutives pour financer des programmes contre la pauvreté, la mise en œuvre des contrôles financiers et pour faire des investissements productifs, tout en augmentant le salaire minimum et en stimulant l'emploi. Cependant quelques entreprises lucratives ont été effectivement renationalisées. Remédier aux inégalités et à la concentration de la richesse ne faisait pas partie de leur ordre du jour. Ils ont formulé leur stratégie de collaboration avec les investisseurs de Wall Street, les exportateurs locaux d'agro-minéral et avec les syndicats cooptés.

Chávez a posé une alternative profondément différente à cette forme de « post-néolibéralisme ». Il a nationalisé les industries des ressources, excluant les spéculateurs de Wall Street et limitant le rôle des élites agro-minérales. Il a posé un État-providence socialisé comme une alternative à l'orthodoxie social-libérale régnante des régimes de centre-gauche, alors que lui-même a travaillé avec ces régimes en faisant la promotion de l'intégration latino-américaine et en s'opposant aux coups d'états soutenus par les États-uniens.

Chávez était à la fois un chef de file définissant une alternative plus socialisée à la libération sociale et la conscience mettant la pression sur ses alliés pour qu'ils continuent à progresser.

Socialisme et Démocratie
Chávez a ouvert une voie nouvelle extraordinaire originale et complexe au socialisme basé sur des élections libres, sur la rééducation des militaires à respecter les principes démocratiques et constitutionnels, et sur le développement des médias et de la communauté. Il a mis fin aux monopoles des médias capitalistes et il a renforcé la société civile en tant que contrepoids aux élites paramilitaire et de cinquième colonne parrainées par les E. Us., provocatrices de la déstabilisation de l'État démocratique.

Aucun autre président d'un pays socialiste démocratique n'avait résisté avec succès aux campagnes de déstabilisation impériales - ni Jagan en Guyane, ni Manley en Jamaïque, ni Allende au Chili. Dès le début Chávez a vu l'importance de créer un solide cadre juridique et politique pour faciliter la haute direction et promouvoir les organisations populaires de la société civile afin de gêner la pénétration de l'appareil d'État (armée et police) par les États-Unis. Chávez a mis en œuvre des



Chávez a ouvert une voie nouvelle extraordinairement originale et complexe au socialisme basé sur des élections libres



programmes radicaux d'impact social qui ont assuré la loyauté et l'allégeance active des majorités populaires et affaibli les leviers économiques du pouvoir politique détenues longtemps par la classe capitaliste. En conséquence les dirigeants politiques du Venezuela, des soldats et des officiers fidèles à sa constitution et des masses populaires ont écrasé un sanglant coup de droite, un lock-out écrasant et un référendum financé par les États-Unis et ont commencé à mettre en œuvre de plus radicales réformes socio-économiques dans un long processus de socialisation cumulatif.

L'originalité de Chávez était sa « méthode expérimentale ». Sa compréhension et sa réponse aux attitudes et aux comportements de la population étaient profondément enracinées dans l'histoire du Venezuela de l'injustice raciale et sociale et de la rébellion populaire. Plus que tout autre leader socialiste précédent, M. Chávez a voyagé, parlé et écouté les classes populaires du Venezuela sur des questions de la vie quotidienne. Sa « méthode » était de traduire cette micro-connaissance en changements programmés à grande échelle. Dans la pratique, il est l'antithèse du je-sais-tout des intellectuels locaux et étrangers qui parlent littéralement « de haut » au peuple et qui se considèrent comme les « maîtres du monde » ... au moins, dans le monde des micro-milieux universitaires de gauche, des conférences socialistes et des monologues égocentriques. La mort d'Hugo Chávez a été profondément regrettée par des millions au Venezuela et des centaines de millions de gens à travers le monde parce que sa transition vers le socialisme était leur chemin, il a écouté leurs revendications et il a agi sur eux efficacement.

La social-démocratie et la sécurité nationale
Chávez était un président socialiste depuis plus de 13 ans faisant face à une opposition violente et au sabotage financier à grande échelle et à long terme de Washington, de l'élite économique locale et des bosses des médias. Chávez a créé la conscience politique qui a motivé des millions de travailleurs et assuré la loyauté constitutionnelle de l'armée pour vaincre un coup d'état sanglant soutenu par les États-uniens en 2002. Chávez a tempéré les changements sociaux, conformément à une évaluation réaliste de ce que l'ordre politique et juridique pourrait soutenir. D'abord et avant tout, M. Chávez a assuré la loyauté de l'armée en mettant fin aux missions « de conseil » états-uniennes et à l'endoctrinement impérial d'outre-mer en substituant des cours intensifs sur l'histoire du Venezuela, la responsabilité civique et le lien essentiel entre les classes populaires et les militaires dans une mission nationale commune.

Les politiques de sécurité nationale de Chávez sont basées sur des principes démocratiques, ainsi que sur une reconnaissance claire des menaces graves à la souveraineté du Venezuela. Il a réussi à sauvegarder la sécurité nationale et les droits démocratiques et les libertés politiques de ses citoyens, un exploit qui lui a valu l'admiration du Venezuela et l'envie d'avocats de droit constitutionnel et des citoyens

Suite à la page (18)

« Le Sud émerge »

Par Pepe Escobar *

Il n'est pas si farfelu d'imaginer « L'Ange de l'histoire » de Walter Benjamin succomber à la tentation, et soulignant que l'heure de l'hémisphère sud est enfin venue.
Oh oui, ce sera un long, ardu et tortueux chemin. Mais si la génération Google/Facebook a besoin seulement d'un manuel détaillant l'étoffe des rêves, des épreuves et des tribulations du monde en développement au début du 21e siècle, ce serait celui-là, Vijay Prashad qui vient de publier The Poorer Nations : A Possible History of the Global South . (Les nations pauvres).
Appelez ça la postmoderne numérique, suite du classique de Frantz Fanon « Les Damnés de la terre ».
C'est un livre absolument essentiel pour être lu conjointement avec un autre écrit par un asiatique mondial, Pankaj Mishra « From the Ruins of Empire : The Revolt Against the West and the Remaking of Asia « (Sur les ruines de l'Empire : la révolte contre l'Occident et la refonte de l'Asie), qui utilise des personnages clés tels que Jamal al-Din al-Afghani [1], Liang Qichao [2] et Rabindranath Tagore [3] pour raconter une histoire extraordinaire.

Prashad, directeur des études internationales du Trinity College, dans le Connecticut, et auteur des splendides « The Darker Nations » (Nations les plus sombres), [peut] être lu comme préambule à ce livre [qui] met en scène dès le début - en utilisant l'incontournable citation de Fanon ; depuis 1961, ce qui a été configuré fut un combat entre le Projet du Tiers Monde (« pour la paix, du pain et de la justice ») et le Projet Atlantique. Les principaux acteurs : le Mouvement des non-alignés (MNA), le secrétariat de facto du Projet Tiers Monde, et le Groupe des 77 pays en développement, créé en 1964 pour agir au nom du MNA au sein des Nations Unies.

Les fondateurs de la MNA jouissaient d'un statut d'icones dans le monde post-colonial ; Jawaharlal Nehru en Inde, Gamal Abdel Nasser en Egypte, Sukarno en Indonésie, Josip Broz Tito en Yougoslavie. Pourtant, ils savaient que c'était une bataille difficile. Comme le note Prashad, « l'ONU avait été détournée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le FMI [Fonds monétaire international] et la Banque mondiale avaient été capturés par les puissances atlantiques, et le GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, précurseur de l'Organisation mondiale du commerce] a été conçu pour saper toute tentative des nouvelles nations de réviser l'ordre économique international ».


Vijay Prashad qui vient de publier The Poorer Nations: A Possible History of the Global South. (Les nations pauvres)

Comme pour le Projet Atlantique, une citation de Henry Kissinger - co-destructeur du Cambodge, « introniseur » de Pinochet, allié répugnant des saoudiens (le « plus irresponsable et lâche des Arabes ») et dithyrambe -en-chef du Chah d'Iran (« un type dur, mauvais ») – suffirait : « Rien d'important ne peut venir du Sud. L'axe de l'histoire commence à Moscou, va à Bonn, traverse vers Washington, puis se rend à Tokyo. Ce qui se passe dans le Sud n'a pas d'importance. »

Les Atlantistes étaient farouchement contre le « sans importance » Projet Tiers-Monde, mais aussi contre la social-démocratie et le communisme. Leur Graal était de se vautrer dans les profits faciles fournis par une nouvelle géographie mondiale de la production, « changements technologiques qui permettaient aux sociétés de tirer profit des taux de salaires différentiels » - plus que tout, les très bas salaires payés dans toute l'Asie orientale.

Ainsi, le décor était planté pour l'émergence du néolibéralisme. Ici Prashad évolue en parallèle avec l'incontournable David Harvey, détaillant comment les pays du Sud sont devenus mûrs pour être entièrement (re) exploités ; Finies les idées de libération nationale du bien collectif.

Laissez les barbares dehors

Avec le FMI faisant désormais partie de la troïka qui dicte de l'austérité à la plupart de l'Europe occidentale (aux côtés de la Commission européenne et la Banque centrale européenne), il est facile d'oublier qu'en 1944 les choses étaient déjà assez déformées. Le monde en développement n'a absolument rien eu à dire à Bretton Woods, sans mentionner un quelconque contrôle sur le Conseil de Sécurité de cinq membres

Suite à la page (16)

Chili : 150 000 manifestants dans les rues pour exiger la fin de la logique du profit dans les universités

La presse chilienne avait prédit la fin du mouvement étudiant né en août 2011 pour une éducation re-nationalisée, libéré de toute tutelle privée. Or, en ce début d'année 2013, le mouvement connaît un nouvel élan. Ce jeudi 11 avril, ils étaient plus de 150 000 à défiler dans les rues chiliennes, dont 120 000 à Santiago : étudiants, lycéens, mais aussi professeurs, parents d'élèves et salariés pour une manifestation convoquée aussi par la CUT (Centrale unitaire des travailleurs).

Les revendications de base du mouvement de l'été 2011, qui avait alors mobilisé jusqu'à 500 000 manifestants dans les rues n'ont pas changé : refus de toute logique marchande dans l'éducation, retour à une Éducation nationale, 100% publique, gratuite et universelle. « Elle va tomber l'éducation à Pinochet ! », le cri de ralliement des manifestants rappelle que le système chilien actuel est l'héritier de la politique du dictateur, au pouvoir entre 1973 et 1990.


Le jeudi 11 avril, ils étaient plus de 150 000 à défiler dans les rues chiliennes, dont 120 000 à Santiago : étudiants, lycéens, mais aussi professeurs, parents d'élèves et salariés pour une manifestation convoquée aussi par la CUT (Centrale unitaire des travailleurs)

Pinochet avait commencé par casser l'Éducation nationale en décentralisant aux communes l'Éducation primaire et secondaire, puis en élargissant l'autonomie des universités, ouvrant la voie à un système à deux vitesses, favorisant l'éducation privée.

Aujourd'hui, l'ensemble du système éducatif est sous la coupe du privé. Dans le supérieur, c'est le cas tant dans les grandes universités publiques, mais dépendantes des fonds privés, que dans les universités autonomes intégralement privatisées et de piètre qualité.

Les frais de scolarité dans les universités autonomes – le sort de l'immense majorité refusée dans les universités publiques élitistes – vont de 300 à 1 800 euros par mois. Chaque étudiant doit avancer 30 000 € pour financer ses études, une somme à rembourser ensuite avec des intérêts exorbitants. Scandales aussi au Chili : profit dans les universités, collusion entre milieux politiques et économiques

Chaque pays a ses scandales. Au Chili, ce n'est pas la fraude fiscale mais la collusion entre milieux d'affaires, politiciens et le business de l'éducation supérieure privatisée qui suscitent l'indignation. Symbole de l'éducation à la dérive, l'Université de la Mer de Reñaca vient d'être déclarée en faillite : 4 000 fonctionnaires licenciés tandis que 10 000 étudiants perdent toute perspective d'obtenir un diplôme, après s'être lourdement endettés.

Contrairement à l'interdiction légale, cette université avait décidé de faire de l'éducation une activité lucrative. Des pratiques dénoncées récemment non seulement à l'Université St-Thomas, à l'Université des Arts, sciences et communications mais aussi à la prestigieuse Université du Chili.

Le scandale éclabousse le gouvernement. Le ministre de l'Éducation, le libéral Harald Beyer, est sous le coup d'une accusation constitutionnelle pour avoir couvert l'existence de ces pratiques lucratives dans l'éducation supérieure, et vient d'être suspendu de ses fonctions.

L'actuel gouvernement de droite n'a pas eu de mal à rappeler l'hypocrisie du Parti socialiste, qui a lancé la procédure de destitution du ministre : c'est bien pendant les vingt dernières années où elle fut au pouvoir que s'est développée l'éducation privée, à but lucratif ou non.

En 2008, la ministre de l'Education socialiste Yasna Provoste était tombée sur le même motif : laxisme si ce n'est complaisance envers les universités à but lucratif. Comme le rappelle de façon lucide un autre ancien ministre de l'éducation de Michelle Bachelet, Martin Zilic, qui a lui-même géré ce système largement privatisé : « nous devons tous faire notre mea culpa de la société inégalitaire que nous avons construite. Aujourd'hui, on doit tous reconnaître ce que nous disent l'OCDE, l'Unesco : nous sommes le pays qui connaît la plus forte ségrégation dans l'éducation, le pays le plus privatisé au monde. Cette erreur, ce n'est pas seulement la Concertacion [alliance du PS et de la Démocratie chrétienne qui a gouverné le pays depuis la fin de la dictature] qui l'a commise mais tout le pays ».

Zilic aurait pu rajouter que l'OCDE estime que le Chili possède le système d'éducation le plus cher, et que l'UNESCO perçoit le système socialiste cubain comme étant plus à même de fournir à moindre coût une éducation universelle, de qualité et de masse.

Pas d'illusion sur l'alternance socialiste pour les étudiants

Les manifestations ont réuni, grâce à l'appel lancé par la CONES (syndicat des lycéens) et la CONFECH (syndicat des étudiants) lycéens et étudiants, mais aussi public et privé : les syndicats des deux grandes universités – Université du Chili et Université Catholique – ont défilé ensemble.

Les syndicats étudiants se sont retrouvés unis dans la même dénonciation de la politique du gouvernement de droite de Pinera qui vise à renforcer le poids du secteur privé dans l'éducation, et à miser sur un aménagement des prêts aux étudiants plutôt que sur la gratuité du service.

Unis également, en cette année d'élections présidentielles et législatives, contre toute manœuvre de l'opposition de façade représentée par le Parti socialiste, et sa figure publique, l'ex-présidente Michelle Bachelet.

Celle-ci a déclaré cette semaine qu'elle souhaitait « réformer l'éducation », supprimer le profit mais sans mettre en place un système intégralement public, gratuit et universel. « Nous n'allons permettre à aucun candidat de se saisir de nos revendications pour les dévoyer », a averti Andrés Fielbaum, secrétaire de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FeCh). « Le signal que donne Bachelet, c'est que sa priorité est de continuer à garantir la stabilité pour les patrons », a-t-il ajouté. « Quand nous disons que nous voulons d'une éducation gratuite pour nous, c'est parce que nous entendons l'éducation comme un droit, et les droits sont pour tous ou ils ne sont pas ».

La figure du mouvement étudiant de 2011, la jeune communiste, désormais candidate du Parti communiste pour les législatives, Camila Vallejo a exprimé récemment des positions analogues, alors qu'elle a participé aux manifestations du 11 avril.

Elle a rappelé la nécessité pour les communistes de ne pas sacrifier les luttes aux arrangements institutionnels, tout en exprimant ses réticences tant vis-à-vis des accords avec la Démocratie chrétienne que d'un nouveau soutien du PC à la candidature présidentielle de Michelle Bachelet. « Je ne ferai jamais campagne pour Bachelet, je n'appellerai pas les jeunes à voter pour elle. Rien ne m'assure que son programme est représentatif des idées que j'ai défendues dans le mouvement étudiant ».

Comme Camila Vallejo, les dirigeants du mouvement étudiant n'ont aucune illusion sur une possible alternance en 2013. Comment peut-on en avoir après quarante ans de gestion ultra-libérale, de la dictature de Pinochet à la « concertation » de Bachelet.

La solution viendra d'abord des luttes, d'une majorité sociale capable d'imposer de véritables changements et d'ouvrir une alternative politique à la logique du profit et à la marchandisation de l'ensemble de la société chilienne !

Solidarite-internationale
13 avril 2013

Les autorités russes et chinoises adressent des félicitations au nouveau président vénézuélien

Par Tania Hernández

Les autorités chinoises et russes ont adressé des félicitations à Nicolás Maduro pour sa victoire aux élections de ce dimanche. Le porte parole du Ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying a émis une déclaration dans laquelle il souhaite au Venezuela de continuer à se développer dans un climat de stabilité. Il a confirmé la disposition de la Chine de travailler avec ce pays sud-américain pour maintenir une coopération bilatérale mutuellement avantageuse.

Il a assuré que la Chine est également prête pour continuer à avancer dans la consolidation des liens commerciaux avec le Venezuela. "Nous respectons le choix fait par le peuple vénézuélien et nous félicitons Nicolas Maduro pour son élection comme président.

Le porte parole du Ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que les relations entre Beijing et Caracas se sont renforcées tout spécialement depuis 2001, lorsque les deux pays ont décidé d'élever le niveau de leurs liens au rang de partenaires stratégiques.

Le président russe, Vladimir Poutine a félicité Nicolás Maduro pour sa victoire aux élections présidentielles qui ont été une preuve d'appui populaire au processus bolivarien. Dans un message, Vladimir Poutine exprime sa sécurité que sous la direction du président Maduro le Venezuela continuera d'avancer et que les relations stratégiques avec la Russie se renforceront.

Vladimir Poutine a confirmé sa disposition de poursuivre le dialogue constructif sur les thèmes et domaines des relations entre les deux pays, ainsi que sur des questions internationales. Nicolas Maduro se rendra à Moscou début juillet, à l'invitation du président russe, pour participer au forum international des pays exportateurs de gaz.

RHC 15 avril 2013

Rafael Correa et Cristina Fernández félicitent Nicolas Maduro

Par Tania Hernández

Les présidents de l'Equateur et de l'Argentine, Rafael Correa et Cristina Fernández, ont félicité Nicolás Maduro pour sa victoire ce dimanche aux urnes. Rafael Correa a écrit sur son compte sur Twitter. "Depuis les hauteurs de l'Amazonie, des félicitations à Nicolás Maduro, au peuple vénézuélien et à la Révolution Bolivarienne. Vive la Patrie Grande !"

Dans un autre message, quelques minutes après, le chef de l'état équatorien a déclaré: "Gloire au peuple brave que le joug a vaincu ! Félicitations Président Maduro. Commandant Chávez: Le Venezuela ne reviendra jamais au passé!"

La présidente argentine, Cristina Fernandez a elle aussi félicité Nicolás Maduro pour sa victoire se servant de son compte sur Twitter. alt

"Félicitations à son nouveau président, Nicolás Maduro. Gratitude pour toujours à l'ami et camarade Hugo Chávez". La présidente argentine a appelé le peuple vénézuélien à la concorde et au respect de la paix et de la démocratie.

RHC 15 avril 2013

Evo Morales signale que le triomphe de Nicolas Maduro garantit la continuité de la Révolution

Par Tania Hernández

Le président bolivien, Evo Morales a déclaré que le triomphe de Nicolás Maduro aux élections signifie la continuité de la révolution bolivarienne au Venezuela, en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Au cours d'une conférence de presse dans la ville de Tarija, dans le cadre d'une tournée de travail, il a déclaré que la démocratie a gagné grâce à la décision prise par le peuple de cette nation sud-américaine.

"Je félicite le frère, le camarade Nicolás Maduro". Evo Morales a lancé un appel à respecter les résultats obtenus ce dimanche. Evo Morales a déclaré que la victoire de Nicolas Maduro est aussi le triomphe de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique, de la Communauté des États Latino-américains et caribéens et de l'Unasur, l'Union des Nations Sud-américaines.

RHC 15 avril 2013

Martelly salue l'élection de Nicolas Maduro

Le Président de la République, Michel Martelly, transmet ses plus vives félicitations au nouveau Président vénézuélien, M. Nicolas Maduro, qui a gagné l'élection présidentielle vénézuélienne, qui s'est déroulée ce dimanche 14 Avril, où il a remporté avec 50,66% des voix face à Henrique Capriles qui a obtenu 49,07%.

Le Chef de l'Etat profite de l'occasion pour formuler ses vœux de succès au Président élu de la République Bolivarienne du Venezuela, au moment d'assumer ses nouvelles fonctions. Le Président Martelly, au nom du Gouvernement et du peuple d'Haïti, réaffirme son engagement à maintenir et à consolider les relations cordiales qui ont toujours caractérisé l'histoire des deux pays.

Le Président de la République espère que la coopération bilatérale entre la République Bolivarienne du Venezuela et Haïti va se poursuivre et se renforcer sous cette nouvelle administration.

15 avril 2013

La longue marche vers la Chine passe par Pyongyang



Ci-dessus Obama et ses militaires et ci-dessous Kim Jung-un et ses siens



Par Jack A. Smith

Après l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, le Soudan, et d'autres, c'est la Corée du Nord qui est dans le collimateur des adeptes du «régime change» à la sauce américaine, un truc épais, rouge sang et bien assaisonné où on noie le poisson.

Un changement de régime qui n'a pourtant profité à aucune des populations des pays cités ci-dessus, mais auquel nous préparent les médias avec acharnement.

Les journaux sont pleins quotidiennement des déclarations guerrières du dirigeant nord-coréen, Kim Jung-un - largement ignoré des médias en temps «normal» - , et devenu l'homme le plus odieux de la planète qui, de ses petits poings rageurs, la menacerait d'un holocauste nucléaire. Jack A. Smith rappelle les relations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Derrière le conflit US / Corée du Nord

Que se passe-t-il entre les Etats-Unis et la Corée du Nord pour qu'il y ait autant de gros titres, ces derniers jours du genre: «les Tensions augmentent en Corée» ou «la Corée du Nord menace les Etats-Unis»?

Le New York Times écrit: Cette semaine, le jeune dirigeant de la Corée du Nord, Kim Jung-un, a donné l'ordre à ses sous-fifres de se préparer pour une attaque de missiles contre les Etats-Unis. Il est apparu à un centre de commandement devant une carte murale avec le titre audacieux et improbable: 'Plans pour attaquer le continent U.S.'. Au début du mois, ses généraux se vantaient d'être en train de développer une tête nucléaire «à la Coréenne» qui pouvait s'adapter sur un missile à longue portée.

Les Etats-Unis savent parfaitement que les déclarations de la Corée du Nord ne sont pas soutenues par suffisamment de force militaire pour qu'elle puisse mettre en œuvre ses menaces symboliques, mais, apparemment ils augmentent les tensions malgré tout.

Le président sud-coréen, Park Geun-hye, a tout à fait conscience, également, que ces menaces sont rhétoriques, mais il a déclaré: «Nous devons nous lancer dans des représailles énergiques et immédiates sans aucune autre considération politique si (le Nord) organise toute provocation contre notre peuple». Pyongyang a, de toute évidence, un autre objectif en tête.

Il me faut un peu revenir en arrière pour expliquer

Depuis la fin de la Guerre de Corée, il y a 60 ans de cela, le gouvernement du Parti des Travailleurs de la République Démocratique de Corée (ou Corée du Nord) n'a cessé de soumettre pratiquement les quatre mêmes propositions aux Etats-Unis. Ce sont:

1. un traité de paix pour mettre fin à la Guerre de Corée.
2. La réunification de la Corée, qui est «provisoirement» divisée entre le Nord et le Sud depuis 1945.
3. La fin de l'occupation US de la Corée du Sud et l'arrêt des jeux de la guerre annuels des U.S- Corée du Sud qui durent un mois entier.
4. Des discussions bilatérales entre Washington et Pyongyang pour mettre un terme aux tensions sur la péninsule coréenne.

Les Etats-Unis et leur protectorat sud-coréen ont, depuis toutes ces années, chaque fois rejeté ces propositions. En conséquence, la péninsule

Suite à la page (15)

Y-a-t-il une menace macoute...

Suite de la page (7)

passé, ils ne ratent jamais l'occasion de rompre brutalement et dans le sang tout processus qui leur échappe.

La présence au sein du CTCEP de certains individus au passé douteux et honteux doit certainement inquiéter le « secteur démocratique ». Certains observateurs pensent qu'une ou deux personnes qui ne seraient pas prêtes à faire allégeance au pouvoir pourront faire obstacle à toute tentative visant à contrôler le processus électoral. Ils se trompent. Ceux qui sont très minoritaires au CEP et en dehors du sillage du pouvoir en place, peuvent se retrouver isolés et marginalisés. Et s'ils sont marginalisés par leurs pairs, ils ne pourront certainement pas influencer la situation. Ils seront neutralisés tout simplement. Le pouvoir a en sa possession tous les leviers de commande. Il dispose des finances publiques pour acheter les consciences, la police pour exercer la répression contre les insoumis, les médias d'Etat et certains medias privés acquis à la cause du régime pour influencer l'opinion publique. Si le pouvoir se voit dans l'impossibilité de s'accaparer du processus électoral pour rafler la majorité des postes à pourvoir au prochain scrutin, il y a de forts risques qu'il cède à la tentation de faire des représailles contre ses adversaires. Quand on connait la nature du régime en place, son appartenance « idéologique » et ses alliés, il y a de quoi s'inquiéter sur une éventuelle utilisation de la violence comme moyen de dissuasion.

Certains analystes pensent qu'il manque un important allié au pouvoir; les forces armées dissoutes. Ils estiment que si l'armée était toujours active, le régime Tèt Kale et ses alliés macoute et putschistes auraient beaucoup plus de marges de manœuvre pour concrétiser leur projet anti-démocratique. Cependant, il existe quand même des cellules dormantes de cette nébuleuse qui peuvent être activées à tout moment si besoin est. Par exemple, en Février 2012, encouragés par les promesses réitérées de la remobilisation de l'Armée, plusieurs centaines d'anciens militaires ont repris les anciens camps militaires. Parmi eux figuraient des moins- jeunes dont des femmes qui effectuaient des séances d'entrainement dans plusieurs régions du pays. Ils portaient pour la plupart, à part leurs armes, des uniformes et des bottes neuves. Ils patrouillaient dans les Rues de jour comme de nuit, au vu et au su de toutes les autorités haïtiennes. Après plusieurs semaines de tergiversation et sous l'effet conjugué de la pression nationale et internationale, le chef de l'Etat, Michel Martelly a dû intervenir en ordonnant qu'ils soient délogés violemment. Ils ont considéré la réaction du président qui les avait pourtant promis de remobiliser l'Armée comme un acte de trahison. Finalement, n'ayant pas bénéficié du soutien de la population qu'ils réclamaient d'ailleurs, ils se sont évaporés dans la nature avec tout le matériel militaire qu'ils avaient en leur possession. Aucune opération de désarmement des anciens militaires n'a été conduite par le régime en place. Ce qui est certain, c'est que de temps en temps, les militaires démobilisés disparaissent et réapparaissent toujours avec des équipements militaires flambants neufs sans qu'on ne sache leur provenance.

Risque de radicalisation

Il n'y a certainement pas le secteur macouto-putschiste qui voudrait contrôler l'organisme électoral. Ce secteur tristement célèbre qui aujourd'hui, a l'exercice du pouvoir politique veut bien sûr s'y maintenir le plus longtemps possible. Cependant, l'opposition voudrait-elle aussi exercer un certain contrôle sur le CEP. Les enjeux des prochaines élections sont trop importants pour laisser la machine électorale aux seules mains du pouvoir Exécutif. C'est pourquoi, l'opposition insistait sur la nécessité de la mise en place d'un Conseil Electoral Provisoire (CEP) de consensus où les représentants des différents secteurs pourraient se faire représenter. Se basant sur l'impopularité de plus en plus évidente du chef de l'Etat, l'opposition a déjà dit clairement qu'en aucune façon, les candidats du pouvoir ne pourront pas gagner les prochaines élections. Plusieurs leaders de l'opposition estiment que ces élections permettront à la population de sanctionner le régime Tèt Kalé qu'il accuse de ne rien faire pour soulager les souffrances des plus pauvres. C'est d'ailleurs la position du sénateur du Nord, Moïse Jean Charles qui croit que le pouvoir n'a aucune volonté d'organiser les prochaines élections par crainte de les perdre. Ce à quoi le chef du gouvernement, Laurent Lamothe qui s'exprimait le 10 avril 2013 sur plusieurs radios de la capitale haïtienne s'est engagé à réaliser les élections législatives partielles, municipales et locales à la fin de cette année. Il a fait savoir qu'il n'existe aucune raison pour le gouvernement d'avoir peur des prochaines élections. Il a promis que le scrutin sera libre et transparent. Mais l'opposition n'y croit pas.

La méfiance s'installe entre l'opposition et le pouvoir. Elle est réciproque. Les deux camps jouent au chat et à la souris. On dirait que les deux camps se détestent mutuellement. Et c'est à ce niveau justement que se situe le risque de radicalisation des positions des uns et des autres. Il y a tellement de positions antagoniques autour de la question électorale qu'on est en droit de craindre une explosion de violence dans le pays à la veille des élections. C'est cette situation qui avait prévalu en 1987 lors des élections réprimées dans le sang par les militaires et alliés. En fait, le CEP qui était chargé d'organiser les élections générales de 1987 jouissait d'une crédibilité certaine et d'une autonomie par rapport à la junte militaire de l'époque. Ce Conseil Electoral composé de représentants de différents secteurs du pays échappait au contrôle des militaires et alliés, mais inspirait confiance au secteur démocratique. L'opposition avait donc une très grande influence sur cet organisme électoral qui était appelé à organiser les premières élections post-dictature. Mais l'indépendance du CEP a exacerbé la colère des militaires et leurs alliés macoutes qui ont réagi de la façon la plus brutale. Autrement dit, l'indépendance du CEP a couté cher au pays. Il est vrai que le contexte politique national et international est légèrement différent de la période de 1987, mais les passions et les tensions qui agitent la classe politique sont très similaires. Il y a des secteurs en Haïti qui sont très bien organisés dans le mal. Ils ont déjà démontré leur capacité à saper les efforts de démocratisation du pays. Ces secteurs conservent encore les mêmes capacités et sans doute, les mêmes intentions malveillantes.



Rencontre de Martelly avec les membres du CTCEP

Faut-il oublier déjà les élections générales de 1990 ? Depuis la chute de la dictature, c'est la première fois que des élections crédibles étaient organisées dans le pays. Le candidat officiel du secteur macoute, l'ancien chef des tontons macoutes et ministre de l'intérieur, Roger Lafontant a été frappé d'interdiction de participer à ces élections en application de l'article 291 de la Constitution de 1987. Le scrutin a été organisé par un Conseil Electoral Provisoire indépendant, nommé par la présidente provisoire, Mme Ertha Pascal Trouillot et dirigé à l'époque par Jean Robert Sabalat (décédé le 8 Mars 2002). Ces élections ont été remportées par l'ancien prêtre de Saint-Jean Bosco, Jean Bertrand Aristide à la tête d'une coalition de gauche du Front National pour le Changement et la Démocratie (FNCD) avec 67% des voix contre son principal rival de la coalition de droite emmené par Marc Louis Bazin, qui était le favori des Américains. Alors que le nouvel élu prépare son entrée en fonction prévue pour le 7 Février, le 6 Janvier1991, soit un mois plus tôt, l'ancien chef des tontons macoute qui n'avait jamais digéré son exclusion des élections, fait un coup d'Etat avec le support d'un secteur de l'armée. La nouvelle s'est répandue à travers le pays comme une traînée de poudre. La population s'est vite mobilisée et le coup a été maté. Mais on connait la suite, après Sept (7) mois de gestion du pouvoir, les mêmes secteurs ont renversé le président Aristide par un sanglant coup d'Etat dans la nuit du 29 au 30 Septembre 1991. Le putsch a duré trois (3) ans et fait plus de cinq mille victimes.

Le risque encouru aujourd'hui avec le CTCEP, en plus d'être un instrument totalement inconstitutionnel, c'est que cette structure peut se transformer rapidement en source de conflits. Il n'est pas évident que, compte tenu des circonstances exceptionnelles dans lesquelles il a été formé, on doit craindre que ses membres ne parviennent pas à trouver la cohésion nécessaire pour accomplir leur tâche. Le CTCEP comporte en son sein des gens qui avaient supporté et fait promotion pour le sanglant coup d'Etat militaire de 1991. Ce putsch militaire a fait, selon des organisations des droits humains, plus de 5.000 morts. Certains d'entre eux assuraient, sur les ondes de la Télévision Nationale et de la Radio Nationale, la propagande officielle du régime militaire. Avec leur désignation au CTCEP ne s'agit-il pas d'une provocation en plus ? Quelles élections veut-on organiser avec ces gens qui ont affiché une haine viscérale pour le processus démocratique dans le pays? Déjà, certains secteurs de l'opposition estiment que des membres du CTCEP ont été désignés dans l'objectif d'organiser des élections dirigées en faveur des candidats du pouvoir. Et à défaut de s'accaparer du processus, ils peuvent tenter de faire trainer en longueur ou de le saboter tout simplement. A ce niveau, le secteur démocratique se doit de se réveiller afin que des élections libres et crédibles aient lieu cette année pour éviter que le pays plonge dans le chaos permanent.

L'international: un obstacle majeur

L'idéal serait que le l'organisme électoral chargé d'organiser les prochaines élections soit effectivement indépendant. Mais il semble être extrêmement difficile pour le CTCEP d'échapper au contrôle d'une autre force interne ou externe. Depuis un certain temps, la communauté internationale s'interfère comme bon lui semble dans les affaires internes du pays. Elle veut tout contrôler et se fait de plus en plus arrogante. Mais, qui pis est, c'est que les prochaines élections dont le coût est estimé à 35 millions de dollars sont financées à près de 75% par la communauté internationale. La contrepartie haïtienne est de 10 million de dollars américains. Dans tout pays, les élections sont un attribut de la souveraineté nationale. Mais en Haïti, c'est l'inverse qui est vrai. En fait, l'un des dangers à éviter aujourd'hui, c'est qu'aucun groupe, quel qu'il soit, ne doive avoir le contrôle la machine électorale. Malheureusement, dans ce cas précis, la communauté internationale cherche, elle aussi, à influencer le CTCEP. C'est elle qui contrôle le centre de tabulation où le décompte final des bulletins se fait. Autant dire que l'international a un rôle important à jouer dans le processus électoral haïtien. Ce qui revient à dire, il n'y a pas que le pouvoir exécutif qu'il faut surveiller de près pour éviter que les élections ne donnent lieu à une vaste opération de magouilles. Qu'on se le rappelle, c'est cette même communauté internationale qui a imposé le choix de Michel Martelly au second tour des élections frauduleuses du 28 Novembre 2010 dont il réclamait lui-même l'annulation pour irrégularités graves.

Mais la situation peut se révéler plus compliquée qu'on ne le croit. Compte tenu des enjeux majeurs qui se cachent derrière les prochaines élections et l'implication d'un secteur influent de la communauté internationale dans la vie politique interne du pays, le secteur démocratique, s'il veut jouer un rôle sur l'échiquier politique haïtien, doit se montrer à la hauteur de sa tâche. Il ne doit certainement pas compter sur ce secteur de la communauté internationale pour l'aider à faire échec aux velléités du pouvoir en place pour pervertir le processus. Il ne faut pas s'étonner de voir cette frange de la communauté internationale s'acoquiner avec le régime Tèt Kale pour mieux sauvegarder leurs intérêts immédiats dans le pays. Le nerf de la question, c'est qui aura le pouvoir afin d'achever le pillage des ressources naturelles du pays. Selon le sénateur du Nord, Moïse Jean-Charles dans maintes occasions des contrats tacites et illégaux d'exploitation des mines d'or, de cuivre et de bauxite ont été confiés par le pouvoir en place à des compagnies bidon. Il parle de la Carribean General Trading (CGT), une compagnie appartenant au médecin et ami personnel du président Martelly, Rudolph Moïse qui avait financé aussi sa campagne électorale. Cette compagnie détient à elle seule seize (16) des dix-huit (18) contrats d'exploitation délivrés par le gouvernement. Etant donné qu'une frange de la communauté internationale participe et soutient ce désordre, il ne fait aucun doute qu'elle s'alliera sans gêne au régime en place pour profiter du trésor que cachent les sous-sols haïtiens.

En ce sens, il y a déjà eu des précédents. De très mauvais précédents ! Qu'on se souvienne de l'exploitation de la bauxite de Miragoâne confiée à la compagnie Américaine « Reynolds Metals Company ». La compagnie avait mené ses opérations en Haïti de 1956 à 1982 sous la dictature des Duvalier Pendant vingt-six (26) ans, la Reynolds a extrait 14.227.138 tonnes de bauxite de la région des Nippes (Bureau des Mines et de l'Energie). Qu'est-ce que la zone a bénéficié de cette manne naturelle ? La région des Nippes qui n'était pas encore un département, était l'une des zones les plus négligées et qui recevaient très peu de projets de développement. Les infrastructures de base n'ont pas été développées dans la zone et les conditions de vie de la population Miragoânaise n'ont pas connu d'amélioration

Suite à la page (19)

Suite de la page (8)



Le Chef du gouvernement haïtien est propriétaire d'une entreprise spécialisée dans la vente de minute internationale et dont le président Martelly fut un proche collaborateur

finances de la République, améliorer les conditions des masses. Bref, rien ne sera plus comme avant, avait-il lancé.

Au contraire, révèle Richard Morse, band leader du groupe populaire RAM (1), la corruption gangrène tous les couloirs du pouvoir. J'ai vu de mes yeux des gens rémunérés à travers des chèques au Palais National pour un travail qu'ils n'ont pas fourni. Pis, ajoute-t-il, quand j'ai adressé la question aux plus hautes autorités, rien de tout cela n'a été fait. Il n'est un secret pour personne que la corruption est le point fort du gouvernement en place. Les fonds pétro caribe étaient une manne pour le gouvernement qui en fait à sa guise. Décidément, le Palais est devenu le haut lieu par excellence de la corruption.

Où était le Ministre des Finances de l'époque en ce qui a trait au dossier de faux chèques? Marie Carmelle Jean Marie qui gérait les finances de l'Etat a démissionné la semaine dernière pour «manque de solidarité de ses pairs dans les réformes enclenchées au sein des finances publiques». Elle avait omis de dire à la nation que le Palais National était devenu un bastion de sinécures.

Le parlement qui est une structure d'Etat de contrôle de l'Exécutif n'a, de fait, aucun moyen pour contrôler les dépenses de l'Etat. Le pouvoir en place, a préféré soudoyer des députés aux fins de créer une majorité parlementaire qui lui est totalement dévolue. Il casse ainsi l'élan de tous législateurs qui voudraient lui demander des comptes. La lutte contre la corruption ne saurait être un simple slogan. Dans l'indice de perception de la corruption, Transparency International avait classé Haïti 165 sur un total de 176 pays ou la corruption fait rage, dans son dernier rapport.

Comment dans une ambiance aussi délétère, le pays pourra bénéficier des investissements massifs de capitaux étrangers, quand les hommes d'affaires ne font pas confiance au pouvoir en place ! Et le représentant des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTHA) a eu à le dire en maintes fois qu'Haïti n'est pas un terrain propice aux affaires. Le poisson pourrit toujours par la tête. Bien que le Premier Ministre Laurent Lamothe reconnaisse tout de même que la corruption est un frein aux investissements, il n'a pas démenti les déclarations de Richard Morse qui a claqué la porte du Palais National à la fin de 2012. Le Chef du gouvernement implicitement reconnait également que le Palais National regorge de corrupteurs et de corrompus. Qui sont les corrompus? La nation est en droit de le savoir. Cette dernière déclaration de celui qui a organisé la campagne de Martelly éclabousse non seulement le Palais National mais également la Primature. Même si la corruption est endémique en Haïti, il est du devoir de l'Etat de travailler de manière à l'éradiquer dans toutes ses composantes. Le Chef du Gouvernement est du lot. Il ne peut pas imputer la responsabilité à l'autre branche de l'Exécutif, à savoir le Palais National.

Dans sa communication avec le journal Toronto Star, M. Lamothe voulait garder un profil bas sans pourtant monter au créneau contre les accusations de Morse, fondateur du groupe racine «RAM» qui porte les initiales de son nom. Le bruit court dans toute la ville que M. Lamothe est candidat à la présidentielle de 2015. Il souhaite que M. Martelly soit éclaboussé et non lui-même comme le Premier des Ministres. En «super intelligent», il se positionne en homme incontournable à l'expiration du mandat de Martelly, juste pour continuer le processus de dilapidation du trésor public. Alors, desormais, il ne peut certainement plus se targuer d'être un « Mister clean ».

Manifestations et grève à Jacmel et au Cap-Haitien

Le matin du lundi 15 Avril dernier, dans le but d'exiger du gouvernement « kale tèt » de Martelly/ Lamothe, de continuer avec les travaux de réfection de 9 ponts en très mauvais état dans le Sud-est des centaines de protestataires ont manifesté dans la ville de Jacmel dans le Sud-est; de tels travaux ont été entrepris par le gouvernement du président René Préval, Sur les pancartes brandîtes par les manifestants, on pouvait lire les revendications suivantes : « *Nou bezwen kouran 24 / 24, dlo potab, reparasyon tout 9 pon yo prese prese* ». Les manifestants, empruntant les rues de la ville de Jacmel, avaient pressuré certains directeurs d'écoles de relâcher les élèves. « …Dans le but de demander aux pilleurs et fossoyeurs de notre pays de nous rendre compte sur les faramineuses sommes décaissées pour la réfection de 9 ponts effondrés dans le Sud-est, nous avons investi les rues pour protester pacifiquement. Nous avons exigé énergiquement, disant ceci : Que les ponts soient reconstruits". Nous allons continuer notre mobilisation jusqu'à la reconstruction des ponts, surtout ceux-là qui sont en très mauvais état comme L'Acrobate, Philoée et le Pont des Orangers… », a déclaré un chef de file du mouvement.

D'autre part, dans la ville du Cap, le lundi 15 Avril 2013, des dizaines de directeurs d'écoles publiques et privées, faisant partie du programme d'école gratuite du gouvernement 'tèt kale' kaletèt de Martelly/Lamothe, ont investi les rues de la ville pour exiger leur rétribution. Depuis 7 mois, ils n'ont rien reçu de leurs dus, disent-ils. « Maten an, nou pran lari pou n denonse aklè, lekòl yo pa travay, lekòl yo fin kraze, pwofesè yo kite lekòl yo. N'ap mande Mateli kote tout gwo sòm lajan li pran sou apèl telefòn ak transfè konpatryòt k'ap viv nan peyi etranje yo sou do pwogràm lekòl gratis la. N'ap mande l tou kote sibvansyon lekòl yo pou ane 2012-2013 la. Nou menm pitit Kristòf, Kapwa Lamò, Desalin, uit konvanyan gason ki te bay tèt yo, san yo, pou yo te ba nou libète, n'ap kontinye batay la jiskaske leta peye nou travay nou, epi bay bon jan ankadreman nan tout lekòl nan peyi a… », a lancé un des protestataires.

Terrible accident sur la Nationale # 1, 12 blessés graves

Dans l'après-midi du dimanche 14 Avril 2013, à l'entrée sud de la ville de Saint Marc, Route Nationale # 2, deux autobus dont un rempli d'étudiants, entrés en collision, ont produit 12 blessés graves. L'un des engins est un minibus et qui transportait des étudiants qui allaient participer à un séminaire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques aux Gonaïves. L'autre est un minibus de transport public, assurant le transport du tronçon L'Estère – Gonaïves. Les victimes sont toutes des passagers qui étaient dans le minibus de transport public. Les blessés ont été transportés d'urgence à l'Hôpital de Secours des Gonaïves pour recevoir des soins.

Suite de la page (8) Mairies : de nouvelles...

main de Marie Joseph René.

Anciennement première assesseure dans la commission communale de Pétion-Ville au temps maudit des GNB (2004-2006), Madame René s'est recyclée en mairesse kale tèt. En lieu et place de projet de construction de marché public pouvant répondre à la nouvelle donne démographique de la capitale haïtienne, la sadique Marie René préfère opter pour la sauvagerie et la persécution des marchands et des marchandes.

Rappelons pour l'histoire que le jeudi 28 février l'ex maire principale GNB de Pétion-Ville l'épouvantable Pierre Michel Maurice Prosper s'est vu mettre en tôle. Pour une fois, les autorités judiciaires ont reproché à ce gros manitou GNB ti Mòy ainsi connu d'avoir siphonné plus de 17 millions de gourdes au cours de son bref passage à la Mairie de Pétion-Ville.

Epi, si yon moun tande kote vakabon a kostim sa a yo ap pale Lavalas mal wa ba yo lakominyon san konfesyon. L'on est alors en droit de se demander si les autorités judiciaires, sur la base d'accusations fondées ont pu mettre Pierre Michel Maurice Prosper sous les verrous, qu'en est-il de ses autres assesseurs notamment Marie Joseph René. Au tout début de mars dernier, les sbires de la mairesse de facto Marie René Joseph se sont amusés à bastonner ceux et celles ayant le faciès de marchands.

Non loin du carrefour de Ti Four, nous avons rencontré l'une des victimes de la mairesse de facto de Port-au-Prince. «C'est par surprise que les agents de la mairie de Port-au-Prince nous ont assaillies hier dans la matinée. Nous avons tenté de nous opposer à ce qu'ils repartent avec nos petits commerces. L'échauffourée qui s'en est suivie s'est soldée par le lynchage de plusieurs marchands et moi je suis sorti avec ma tête écrabouillée après avoir reçu un jet de pierres au front».

C'est ce que nous a confié Valébon Lebon, un ancien crieur du quotidien d'Etat l'Union avant que la sadique Magalie Comeau Denis ait pris l'injuste décision de le fermer manu militari pour plaire à ces patrons de l'ambassade étasunienne. Un témoin a rapporté qu'un jour passant à Lalue au niveau de Ravine Pintade, le président Martelly s'en est pris en personne aux étalagistes. L'homme dans sa trivialité prodigieuse leur a promis d'introduire ses pieds quelque part que ne je ne peux citer mais que vous comprendrez tous et toutes. Nou konn mesye a déjà.

Le dénommé Dominique Saint Rock auquel nous avons fait allusion au tout début a été éconduit par le président kale Tèt. Ne parvenant pas à digérer ses remords corrosifs, cet obsédé a tenu une conférence de presse dans la matinée du vendredi 5 avril dernier. Les propos tenus par cet aigri ont clairement démontré qu'une grande division est en train de gangrener le camp kale tèt. «J'informe l'opinion publique tant nationale qu'internationale que ma sécurité dépend strictement de la mairesse Yvanka Brutus. Au cours de la semaine elle a pris arbitrairement la décision de désaffecter tous les agents qui assuraient ma sécurité», s'est plaint ce Dominique qui pensait que ce poste obtenu après avoir rampé sur plusieurs dizaines de kilomètres constituait à lui seul une fin en soi. Mais la suite a prouvé le contraire.

Ce Dominique allait prendre sa revanche le lundi 8 suivant. Il a confié à un confident qu'il va demander à son nouveau mentor Thierry Mayard Paul de le soutenir en portant son dossier par devant le président kale tèt. Il parait que ses démarches n'ont pas abouti, puisque le lundi 8 avril, il était à peine 4 heures du matin quant des tonnes de pneus enflammés obstruaient la route menant en la résidence privée du président kale tèt à Péguy-Ville. Dominik ap frape.

Toujours dans leur plan macabre visant à persécuter les étalagistes, le lundi 15 avril les brigadiers de la mairesse de Port-au-Prince ont martyrisé une marchande jusqu'à ce que mort s'en suive. Cet assassinat crapuleux s'est produit dans les parages du stade Sylvio Cator. Les brigadiers programmés exclusivement pour martyriser les étalagistes ont roué de coups cette femme enceinte qui est morte sous le coup.

Fort de ces réalités convaincantes, où une femme enceinte vient d'être battue à mort par les hommes de Marie René Joseph, seuls les inconscients pourront s'amuser à nier l'évidence que pouvwa kale tèt la ap travay san gade dèyè. Alòs lagè avèti si kokobe pa pran tout mwayen pou l pa viktim sa l pran se pa l. Les brigadiers disposent de tout un arsenal de répressions, allant d'une simple bastonnade jusqu'aux actes de lynchage en plein jour et ce en public.

Suite de la page (13)

reste extrêmement instable depuis les années 1950. On en est arrivé à un tel point qu'aujourd'hui Washington a profité des jeux de la guerre de cette année, qui ont débuté début mars, pour simuler une attaque nucléaire contre la Corée du Nord en faisant survoler la région, le 28 mars, par deux Stealth Bombers, des avions bombardiers à capacité d'armement nucléaire. Trois jours après, la Maison Blanche donnait l'ordre d'envoyer des avions de chasse furtifs, des F-22 Raptor, en Corée du Sud, provoquant une nouvelle escalade des tensions. Voici ce qui motive ces quatre propositions:

1. les Etats-Unis refusent de signer un traité de paix pour mettre un terme à la Guerre de Corée. Ils n'ont accepté qu'un armistice. Un armistice, c'est la cessation temporaire des hostilités par consentement mutuel.

L'armistice signé le 27 juillet 1953, était censé devenir un traité de paix quand ils parviendraient à un «accord pacifique». L'absence de traité signifie que la guerre pourrait reprendre à tout moment. La Corée du Nord ne veut pas d'une guerre contre les Etats-Unis, le pays qui possède l'armée la plus puissante de l'histoire. Elle veut un traité de paix et la reconnaissance diplomatique de Washington.

2. Les deux Corée sont le résultat d'un accord entre l'URSS (qui avait une frontière commune avec la Corée et avait contribué à libérer la partie nord du pays sous domination japonaise pendant la seconde guerre mondiale) et les Etats-Unis, qui occupaient la partie sud. Même si le socialisme dominait au nord et le capitalisme au sud, il n'était pas question que ce serait une partition permanente.

Les deux grandes puissances devaient se retirer au bout d'un an ou deux pour permettre la réunification du pays. C'est ce qu'a fait la Russie, mais pas les Etats-Unis. Et c'est alors qu'a eu lieu la guerre destructrice de trois ans en 1950. C'est depuis cette époque que la Corée du Nord avance des propositions pour mettre fin à cette séparation qui durait depuis 1945.

La proposition la plus récente, je crois, est «un seul pays, deux systèmes». C'est-à-dire qu'elle demande la réunification des deux parties, mais que le sud resterait capitaliste et le nord socialiste.

Ce sera difficile mais pas impossible. Washington ne veut pas de ça. Il veut la péninsule toute entière pour installer son appareil militaire directement à la frontière de la Chine, ainsi que de la Russie.

3. Entre 25.000 et plus de 40.000 soldats US sont stationnés en Corée du Sud depuis la fin de la guerre. Ils rappellent – de même que les navires de guerre US, les bases de bombardiers nucléaires et l'installation de troupes à proximité de la péninsule — deux choses. L'une est «nous pouvons écraser le Nord» et l'autre: «la Corée du Sud nous appartient».

C'est ainsi que Pyongyang voit les choses - d'autant plus depuis que le président Obama a décidé de se tourner vers l'Asie. Alors que ce nouvel axe renferme un aspect économique et commercial, son objectif central est d'augmenter la puissance militaire US déjà importante dans la région afin d'amplifier ses menaces contre la Chine, mais la Corée du Nord voisine est bien dans le périmètre de cette zone dangereuse.

4. la Guerre de Corée était un conflit essentiellement entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, c'est-à-dire que, si un certain nombre de pays de l'ONU étaient engagés dans la guerre, ce sont les Etats-Unis qui commandaient les opérations, contrôlaient les combats contre la Corée du Nord et qui sont responsables de la mort de millions de Coréens au nord de la ligne de démarcation du 38ème parallèle. Il est tout à fait logique que Pyongyang veuille négocier directement avec Washington pour régler les différends et parvenir à des accords de paix qui aboutiraient à un traité. Les Etats-Unis ont constamment refusé.

Ces quatre points ne sont pas nouveaux. Ils étaient déjà proposés dans les années 1950. Journaliste du quotidien U.S. le Guardian, je me suis rendu trois fois en Corée du Nord dans les années 1970 pour un séjour de huit semaines en tout. Pratiquement chaque fois que je rencontrais des hauts responsables, il était question de traité de paix, de réunification, de retrait des troupes US de Corée du sud et de dialogue en face à face. La situation est la même aujourd'hui. Les Etats-Unis refusent de céder.

Et pourquoi? Washington veut se débarrasser du régime communiste avant de laisser la paix s'installer sur la péninsule. Pas question de «un seul Etat, deux systèmes» pour l'Oncle Sam, bon sang! Il veut un seul état qui fera vœu d'allégeance à – devinez qui?

Entre-temps, l'existence d'une Corée du Nord «belliqueuse» justifie que Washington encercle le Nord d'un véritable anneau de feu. Une République Démocratique de Corée "dangereuse" sert également à maintenir Tokyo dans la sphère d'influence des Etats-Unis et à fournir un nouveau prétexte au Japon naguère pacifiste pour renforcer son arsenal déjà redoutable.

Les jeux de la guerre Etats-Unis/ Corée du Sud en mars dernier ont été précédés en février par les jeux de la guerre Etats-Unis/Japon, appelés «Iron Fist», la Main de Fer. Dans les deux cas, Washington a démontré clairement qu'il se rangerait dans le camp de Seoul ou de Tokyo et contre celui de Pyongyang ou de Beijing si c'était nécessaire. L'action conjointe U.S./Japon avait pour enjeu de s'emparer d'une île imaginaire — un avertissement militaire direct adressé à la Chine, qui, comme le Japon, revendique la possession des Iles Senkaku.

Emcee 8 avril 2013

Suite de la page (12)

de l'ONU. C'était le silence des agneaux, les loups ont prévalu, et l'inégalité a été gravée dans le marbre.

Prashad rappelle les indispensables précisions sur la façon dont le dollar US est devenu la monnaie de référence dans le monde, avec les États-Unis faisant swinguer le prix du dollar dans le monde, quelles qu'en soient les conséquences ; la formation du Groupe des Sept comme essentiellement un mécanisme mondial anti-développement (et pas antisoviétique), et bien sûr la Commission Trilatérale tant redoutée, mise en place par la Chase Manhattan de David Rockefeller pour imposer la volonté du Nord contre le Sud.

Et devinez qui était l'architecte intellectuel de la Trilatérale ? L'ineffable Zbigniew Brzezinski, le consigliere du futur président Jimmy Carter. Dr Zbig voulait « contenir la menace contagieuse de l'anarchie mondiale ». Diviser pour régner, encore une fois ; la périphérie a besoin d'être mise à sa place.

Par ailleurs, il faut toujours se rappeler qu' en 1997 dans son épique « The Grand Chessboard » (Le Grand Echiquier), Dr Zbig, qui est devenu le conseiller pour la politique étrangère de Barack Obama en 2008, a écrit : « Les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont d'éviter la collusion et de maintenir la dépendance en matière de sécurité parmi les vassaux, pour les garder dociles, et d'empêcher les barbares de se rassembler ». Pendant longtemps, les « vassaux » ont été facilement contenus, mais le Dr Zbig, avec une longueur d'avance sur Kissinger, avait déjà prévu comment contenir les deux « barbares » clés, les émergentes puissances eurasiatiques : la Russie et la Chine.

Le Groupe des Sept était de toutes façons, un succès retentissant, imposant sa « théorie de la gouvernance » partout, mise en place par - qui d'autre – que la mafia de Bretton Woods. Prashad l'explique soigneusement : « Ce qu'ils nommèrent le néolibéralisme était moins une doctrine économique cohérente qu'une campagne assez simple des classes possédantes pour maintenir ou rétablir leur position dominante », à travers « l'accumulation par dépossession », inventée par David Harvey, également connu désormais par des millions d'Européens sous le nom de code « austérité ».

Les chiffres sont éloquents. En 1981, le flux net de capitaux vers le Tiers-Monde était de 35,2 milliards de dollars. En 1987, 30,7 milliards de dollars ont quitté le Tiers-Monde pour les banques occidentales. Loués soit le Seigneur et sa loi gravée dans le marbre, également connue sous « Ajustement Structurel », basée sur la « conditionnalité » (privatisation sauvage, déréglementation, destruction des services sociaux, « libéralisation » financière).

Paraphrasant Dylan, quand tu n'avais rien, tu avais toujours ce rien à perdre. Il n'y a jamais eu de stratégie politique du Nord pour faire face à la crise de la dette des années 1980. Les agneaux du Global South ont été seulement autorisés dans une triste procession à recevoir leur ajustement structurel consacré un par un.

Mais encore ce n'était pas assez. Avec la chute de l'URSS, Washington était libre de développer sa Full Spectrum Dominance. Ceux qui ne se conformaient pas entièrement seraient vendus sous la marque « Etats voyous » - comme Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord et même, pendant un certain temps, la Malaisie (parce qu'elle ne cédait pas au FMI).

Mais alors, lentement mais sûrement, les pays du Sud ont commencé à émerger. Prashad détaille les raisons - le boom des matières premières tirée par la Chine, les bénéfices des produits de base, l'amélioration des finances d'Amérique Latine, plus d'investissement direct étranger dans le monde. Le Sud Global a commencé à davantage faire de commercer entre lui-même.

Puis, en Juin 2003, en marge de la réunion du Groupe des Huit à Evian, en France, il est apparu quelque chose qui s'appelle l'IBSA (Dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud). IBSA a tenu à « maximiser les avantages de la mondialisation » et à promouvoir une croissance économique soutenue. Le ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim l'a définit à la fois comme « une idéologie dans le meilleur sens du mot - une idéologie de la démocratie, de la diversité, de la tolérance, de la recherche de la coopération ».

En parallèle, la Chine était – pour le moins - en plein essor. Il est essentiel de rappeler à quiconque ce point fatidique du voyage de Novembre 1978 de Deng Xiaoping à Singapour, où il a été accueilli par Lee Kuan Yew, Prashad aurait pu construire un chapitre entier autour de cela. Ce fut l'argument décisif. Deng a tout de suite su qu'il pouvait profiter des guanxi (« liens ») de la diaspora chinoise pour tout ce qu'elle vaut. Je n'oublierai jamais ma propre première visite à Shenzhen seulement un mois après le légendaire Tour du Sud de Deng de Janvier 1992. C'est alors que le boom a vraiment commencé. À l'époque, je me sentais enfoncé jusqu'au cou dans la Chine maoïste.

Passons rapidement à l'aide actuelle de la Chine au développement de l'Afrique. De vastes étendues du monde en développement ne sauraient envisager d'adopter aveuglément une Zhongguo moshi - le modèle chinois. C'est plutôt comme l'introduction de Prashad de cette magnifique citation de Donald Kaberuka, ancien ministre des Finances du Rwanda et maintenant président de la Banque Africaine de Développement : « Nous pouvons apprendre [des Chinois] comment organiser notre politique commerciale, passer d'un statut de faible à moyen revenu, d'éduquer nos enfants dans les compétences et les domaines qui payent en seulement quelques années. »

BRIC après BRIC

Ce qui nous amène aux BRICS, créé en tant que groupe en 2009 de l'union BRIC-IBSA - et maintenant la principale locomotive du Sud.

A l'époque, inévitablement, blâmer la Chine était déjà devenu un art bien établi à Washington, les Chinois doivent impérativement devenir des consommateurs. Ils sont, et ils le feront - mais à leur rythme, et en suivant leur propre modèle politique.

Même le FMI admet déjà que d'ici 2016 les Etats-Unis cesseront peut être d'être la plus grande économie du monde. Alors le grand Fernand Braudel avait raison quand il a écrit La perspective du monde : Civilisation et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle, en soulignant que ce serait le « signe de l'automne » pour l'hégémonie 'Atlantique.

Bien sûr, il y a d'énormes problèmes avec les BRICS, comme le détail Prashad. Leurs politiques nationales peuvent en effet être interprétées comme une sorte de « néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud ». Ils sont loin d'être une alternative idéologique au néolibéralisme. Ils ont été impuissants à contrer l'hégémonie militaire écrasante des Etats-Unis et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (voir, par exemple, le fiasco en Libye). Et ils ne sont pas l'embryon d'un changement révolutionnaire dans l'ordre du monde.

Mais au moins ils « permettant une bouffée d'air frais pour oxygéner le monde stagnant de l'impérialisme néolibéral ».

L'air frais circulera sous la forme d'une nouvelle banque de développement, une version BRICS de la Banque du Sud de l'Amérique du Sud Banco del Sur, fondée en 2009 (telle est la vision critique de Prashad. La Chine et le Brésil ont mis en place un accord de swap de devises de 30 milliards à payer à travers le commerce, en contournant le dollar US. Moscou et Pékin approfondissent leur partenariat stratégique. (Voir BRICS brisent leurs chaines, Asia Times Online, le 26 Mars 2013.)

Les BRICS comme ils se présentent - trois grands producteurs ainsi que deux principaux consommateurs de matières premières qui essaient de trouver une sortir à la catastrophe menée par l'occident- sont à leurs débuts. Ils évoluent déjà comme un puissant acteur géopolitique jouant sur la multipolarité. Ils sont sans doute rejoints par les prochaines BRICS - Le MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud et Turquie). Et n'oubliez pas l'Iran. Le temps pour BRICS MIIST ?

Ce qui est graphiquement évident, c'est que les pays du Sud en ont assez - des ravages du casino turbo-capitalisme et de l'OTAN en train de jouer Robocop de l'Afrique du Nord jusqu'à l'Asie du Sud-Ouest, pour ne pas mentionner l'Eurasie encerclée par la chimère du Docteur Folamour - le bouclier antimissile.

Le Sud demeure plein d'absurdités, il suffit de penser au pétrole et au gaz des pétromonarchies du CCG - ces parangons de la « démocratie » - maintenant transformés en annexe de l'OTAN. Peu d'événements ces derniers temps ont été aussi piètres que celui de la Ligue Arabe lèche-botte de leurs maîtres OTAN, piétinant le droit international en installant des douteux « rebelles » syriens dans le fauteuil d'un Etat souverain, un de ses propres membres fondateurs.

Scènes étranges à l'intérieur de la mine d'or.

La chute du néolibéralisme sera sanglante - et cela prendra du temps. Prashad tente une analyse objective en termes de l'unité de l'hémisphère Sud, en s'appuyant sur les travaux du marxiste Indien Prabhat Patnaik.

Patnaik est au même diapason. Il sait qu'« une résistance coordonnée au niveau mondial n'est pas à l'horizon ». Au lieu de cela, « il met l'accent sur la centralité de la construction de la résistance au sein de l'État-Nation, et son analyse peut facilement être étendue aux régions (il écrit principalement sur l'Inde, mais l'analyse qu'il fournit est également applicable aux expériences bolivarienne en Amérique Latine) ».

Ainsi, la feuille de route suppose d'aborder la « question paysanne », qui porte essentiellement sur la terre et l'homme, et de se concentrer sur les luttes immédiates de l'amélioration de la vie des gens et des conditions de travail. Inévitablement Prashad doit se référer au vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera, l'un des premiers intellectuels contemporains d'Amérique Latine.

Dans de nombreux aspects, l'émancipation du Sud est plus avancée dans certaines parties de l'Amérique du Sud ; j'ai été extrêmement impressionné quand j'étais en Bolivie au début de 2008. Prashad résume bien l'analyse de Linera sur la façon dont le processus se développe :

Cela commence par une crise de l'Etat qui permet à un « bloc social dissident » de mobiliser les gens vers un projet politique. Se développe un « catastrophique point mort » entre le bloc du pouvoir et le bloc des personnes, ce qui dans le cas de l'Amérique Latine a pu être résolu pour le moment du côté du peuple. Le nouveau gouvernement doit ensuite « convertir les demandes de l'opposition dans des actes d'Etat », et construire une hégémonie plus profonde et plus large « combinant les idées de la société mobilisée avec des ressources matérielles fournies par ou via l'Etat. » Le tournant (« point de bifurcation »), pour Garcia Linera, vient à travers une série « de confrontations » entre les blocs qui sont résolus de façons inattendues, soit avec la consolidation de la nouvelle situation ou la reconstitution de l'ancienne. Nous sommes sur le point de bifurcation ou à proximité. Ce qui viendra ensuite ne peut pas être prédit.

Ce qui est définitivement connu à ce jour par les meilleurs esprits en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, c'est qu'il n'y a jamais une « fin de l'histoire », comme le martèlent ces orphelins pathétiques de Hegel, et il n'y a jamais eu une « fin de la géographie », comme martèlent les imbéciles du « monde est plat » de la mondialisation. Enfin la libération Intellectuelle du Sud par rapport au Nord a eu lieu. Et c'est irréversible. Il n'y a pas de retour possible en arrière vers l'ordre ancien. Si c'était un film, ce serait 1968 rejoué une fois de plus - à plein temps, tout le temps : Soyons réalistes, demandons et exigeons, l'impossible.

Notes

[1] Sayyid Jamāl Al-Dān al-Afghâni, né en 1838 et mort en 1897, intellectuel réformiste musulman originaire d'Afghanistan.

[2] Liang Qichao, surnommé Zhuoru et aussi connu sous le pseudonyme de Rengong, né le 23 février 1873 et mort le 19 janvier 1929 à Pékin , universitaire, journaliste, philosophe et réformiste chinois de la dynastie Qing.

[3] Rabîndranâth Thâkur dit Tagore, connu aussi sous le surnom de Gurudev, un compositeur, écrivain, dramaturge, peintre et philosophe indien dont l'œuvre a eu une profonde influence sur la littérature et la musique du Bengale à l'orée du XXe siècle.

Asia Times. China, 5 april 2013
Traduit de l'anglais par : Estelle et Carlos Debiasi.
El Correo. Paris, le 13 avril 2013.

Risque de coup d'Etat au Venezuela !



Supporters de Capriles manifestant après le résultat des élections : "Obama, Shimon Peres, au Venezuela, la démocratie a été victime d'un coup d'Etat. Nous avons besoin d'aide, s'il vous plaît."

Ce dimanche 14 avril, le candidat bolivarien Nicolas Maduro a remporté les élections présidentielles du Venezuela. Mais le résultat est serré. Après décompte de 99,12 % des voix, sur la base d'une participation de 78,71 % des électeurs, Maduro a recueilli 7 505 378 voix, soit 50,66 %, contre 7 270 403 voix pour le candidat de l'opposition Capriles, soit 49,07 %. Capriles a déclaré contester le résultat du vote et exige un recomptage intégral des bulletins de vote. Depuis, le décompte de 100 % des votes a légèrement augmenté l'avantage de Maduro.

Le lundi 15 avril, Capriles a fait une déclaration, retransmise en direct par toutes les chaînes de télévision privées vénézuéliennes et par CNN Espagnol, dans laquelle il a appelé à des marches de protestation vers les bureaux régionaux du Conseil National Electoral (CNE) – et à une marche vers le CNE de Caracas le mercredi 17 avril.

Au même moment, le gouvernement des Etats-Unis et le président de l'Organisation des Etats Américains, Monsieur Insulza, ont déclaré être favorables à un recomptage intégral des bulletins. Le gouvernement espagnol a fait de même, ajoutant qu'il ne reconnaissait pas les résultats des élections de dimanche.

Des dirigeants de l'opposition ont fait courir des rumeurs mensongères selon lesquelles les urnes et les bulletins de vote seraient déjà détruits par le feu, dans le but d'empêcher un recomptage des voix. A l'appui de ces mensonges, ils n'ont pas hésité à utiliser de vieilles photos provenant du site web du CNE relatives à la destruction du matériel d'élections antérieures. Le journaliste de l'opposition Nelson Bocaranda a par ailleurs affirmé que des médecins cubains participaient à ces « destructions », à la suite de quoi des dizaines de Centres de Diagnostic Intégral ont été saccagés par des partisans de l'opposition.

Deux militants bolivariens ont été tués alors qu'ils tentaient de défendre les Centres de Baruta, à l'est de Caracas. On dénombre actuellement la mort de six militants bolivariens, le saccage de dizaines de dispensaires, de locaux du PSUV, d'écoles maternelles, de marchés populaires et du local du programme de logements sociaux Petrocasa à Carabobo. Certains fonctionnaires de l'Etat ont été victimes d'attaques à leurs domiciles. Télésur, à Caracas, a également fait l'objet d'attaques, tout comme la Radio du Sud et VTV. Des bandes armées de l'opposition erraient dans les rues des principales villes du pays, hier, intimidant la population, bloquant les routes et construisant des barricades avant de les incendier.

Tel est le vrai visage de l'opposition « démocratique » au Venezuela. Elle s'attaque en priorité aux programmes sociaux du gouvernement bolivarien, en faveur des plus défavorisés. Ces actions s'apparentent aux prémisses d'un coup d'Etat, comme l'a affirmé le président élu Maduro.

La présidente du Conseil National Electoral, Lucena Tibisay, condamne ce qu'elle appelle une ingérence impérialiste de l'OEA, des Etats-Unis et de l'Espagne. Elle a également souligné que si l'opposition souhaite contester les résultats du scrutin, il existe des instances légales pour ce faire, plutôt que de recourir à la violence.

Selon des observateurs internationaux qu'on ne peut suspecter de bolivarisme, tels qu'UNASUR et l'OEA, ces élections se sont déroulées en toute transparence. Même des gouvernements de droite comme le Mexique, la Colombie et le Chili, dont on connaît leur peu de sympathie envers la révolution bolivarienne, ont reconnu les résultats et félicité le nouveau Président. Il est donc indéniable que l'opposition a perdu les élections.

Nous appelons toutes les forces progressistes et démocratiques du monde entier à ne pas baisser la garde, à exprimer leur solidarité avec la révolution bolivarienne, à dénoncer les manœuvres antidémocratiques de l'opposition et de l'impérialisme, à démasquer les mensonges et les manipulations des médias et à exiger le respect de la volonté démocratique du peuple vénézuélien.

Pas touche au Venezuela !

La Riposte 16 avril 2013

Palestine : Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad jette l'éponge

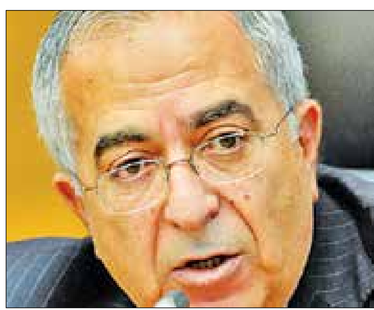
Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté sa démission samedi, au terme d'un bras de fer avec le Fatah du président Mahmoud Abbas, usé par les dernières années passées à tenter de donner naissance à un État de Palestine viable.

Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté sa démission samedi, au terme d'un bras de fer avec le Fatah du président Mahmoud Abbas, usé par les dernières années passées à tenter de donner naissance à un Etat de Palestine viable. Le président Abbas a accepté la démission de son Premier ministre, à qui l'opposait un vif différend sur la démission du ministre des Finances, a indiqué dans la soirée l'agence officielle Wafa.

Il a néanmoins chargé M. Fayyad, un économiste indépendant très critiqué par le Fatah, d'expédier les affaires courantes en attendant la formation du nouveau gouvernement. "M. Fayyad a rencontré M. Abbas pendant une demi-heure à la Mouqataa (ndlr: le siège de la présidence palestinienne à Ramallah) et lui a officiellement remis sa lettre de démission", a précisé un haut responsable, sous couvert de l'anonymat.

M. Fayyad, qui vient d'avoir 62 ans, avait auparavant fait part de son intention de partir: "M. Fayyad a assuré qu'il ne resterait pas à la tête du gouvernement, même si on (le) lui demandait", a affirmé à l'AFP un autre responsable palestinien. A Gaza, le Hamas, qui a chassé le Fatah de ce territoire en juin 2007, conduisant M. Abbas à limoger le gouvernement dominé par le mouvement islamiste pour nommer M. Fayyad Premier ministre de l'Autorité palestinienne rivale, a attribué cette démission à des "divergences internes au Fatah".

"Fayyad quitte le gouvernement après avoir criblé notre peuple



Salam Fayyad, premier ministre de l'Autorité palestinienne

de dettes, et le Fatah doit en assumer la responsabilité parce que c'est lui qui l'a imposé depuis le début", a déclaré à l'AFP Sami Abou Zouhri, porte-parole du Hamas. "Cet événement n'est pas lié au dossier de la réconciliation palestinienne", a estimé le porte-parole, réaffirmant que le Hamas était prêt à appliquer l'accord de réconciliation avec le Fatah, signé en 2011 au Caire, dont la plupart des clauses sont restées lettre morte et les échéances constamment repoussées.

"Ingérence" américaine

Les dirigeants israéliens n'ont fait aucun commentaire officiel. En revanche, la Maison Blanche a rendu hommage samedi à M. Fayyad, qu'elle a qualifié de "partenaire fort pour la communauté internationale" et de "leader pour la promotion de la croissance économique, la constitution de l'Etat et la sécurité du peuple palestinien."

"Nous comptons sur tous les dirigeants palestiniens pour soutenir ces efforts", a ajouté Caitlin Hayden, porte-parole du Conseil de sécurité nationale, le cabinet de politique étrangère de la Maison Blanche. Le chef de la diplomatie canadienne John Baird lui a fait écho, saluant en M. Fayyad "un interlocuteur de confiance et ami dévoué du Canada".

Le différend entre MM. Abbas et Fayyad portait officiellement sur la démission le 2 mars du ministre des Finances Nabil Qassis, acceptée par le Premier ministre mais refusée par le président. La semaine dernière, le Conseil révolutionnaire du mouvement nationaliste Fatah avait fustigé "la politique du gouvernement palestinien (de M. Fayyad) empreinte d'improvisation et de confusion sur de nombreux sujets financiers et économiques".

Avant la nomination de M. Qassis en mai 2012, le portefeuille des Finances était détenu par M. Fayyad, un indépendant, parallèlement à ses fonctions de chef du gouvernement.

Vendredi soir, le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait contacté directement par téléphone M. Abbas pour l'enjoindre de régler la crise avec son Premier ministre, selon des sources officielles palestiniennes. Washington avait indiqué jeudi que M. Fayyad, qui a la faveur des Etats-Unis, ne démissionnerait pas, une déclaration qui a été vivement dénoncée comme une "ingérence" par des dirigeants du Fatah.

La démission de M. Fayyad, crédité par la communauté internationale de l'édification d'institutions capables de porter un Etat, risque de compromettre l'entente avec les responsables israéliens et palestiniens annoncée cette semaine par John Kerry pour "promouvoir le développement économique en Cisjordanie" occupée.

M. Kerry avait écarté mardi une reprise rapide des négociations de paix, au terme d'une visite de trois jours en Israël et dans les Territoires palestiniens, insistant sur la nécessité d'un travail de fond pour qu'elles aient une chance d'aboutir.

Jeune Afrique 14 avril 2013

Maradona se recueille sur la tombe de Chavez



La gloire du football argentin Diego Maradona s'est recueillie vendredi sur la tombe du président vénézuélien Hugo Chavez...

En pleine campagne présidentielle, Nicolas Maduro, successeur désigné du Commandante au Venezuela, s'est recueilli avec l'ex star du football sur la tombe du président.

Accompagné du président par intérim Nicolas Maduro, grand favori du scrutin face au chef de l'opposition Henrique Capriles, l'ancien footballeur, chemise blanche et diamants à l'oreille, a exhorté le pays à « continuer la lutte », dans une déclaration retransmise par la télévision publique. Venu se recueillir sur le tombeau en marbre du dirigeant socialiste, abrité dans une caserne transformée en musée sur les hauteurs de Caracas, Maradona a affirmé que le président Chavez avait « changé la manière de penser des Latino-américains qui avaient soumis leur vie entière aux Etats-Unis ».

« Il nous a mis dans la tête qu'on pouvait marcher tout seul », a souligné l'ex-star qui comptait parmi les amis personnels de M. Chavez et l'avait déjà accompagné lors de sommets internationaux. Après 14 ans passés au pouvoir, le charismatique dirigeant du Venezuela est décédé le 5 mars des suites d'un long cancer. Quelques mois avant sa mort, il avait demandé à ses compatriotes de voter pour Nicolas Maduro.

« Il n'est plus là physiquement mais nous allons continuer avec Nicolas, nous allons poursuivre l'héritage et ne pas nous laisser piétiner par quiconque », a ajouté Diego Maradona, s'excusant auprès de la famille du défunt président de n'avoir pu assister à ses funérailles. L'ancien vainqueur de la Coupe du monde de football en 1986 a participé, revêtu d'une chemise rouge portant le numéro 10, au meeting de clôture de campagne de M. Maduro qu'il a étreint avec effusion devant une marée humaine, réunie jeudi soir à Caracas.

L'essentiel 13 avril 2013

Il est interdit de laisser mourir Chavez

Par Leticia Martinez Hernandez

CARACAS, Venezuela.— J'ai quitté Cuba, les drapeaux en berne. Depuis hier après-midi, néfaste après-midi, l'information est tombée : Chavez est mort. On parle de décès, d'obsèques, de dépouille, de cortège funèbre. Malgré mes efforts pour me faire à cette idée, je n'arrive pas à imaginer que Chavez ne soit plus de ce monde. En effet, c'est comme si le substantif était sans lien avec l'adjectif, comme si le langage était devenu fou.

Je suis arrivée à Caracas, avec l'incrédulité de celle qui se refuse à accepter. Et l'on en vient alors, à en vouloir à la vie (une expression plus dure serait ici plus opportune, mais je la réserve à la solitude de ma colère) car Chavez, au-delà de tout, était un homme bon. De ces hommes qui ont tant de choses à accomplir, de ces hommes que la mort devrait fuir, toujours.

Cette ville me fait mal. Et même s'ils disent que Chavez est mort, quel que soit l'endroit où se porte mon regard, je le vois. C'est un peu comme s'il avait échappé à la tristesse, comme s'il avait dépassé ce corps qui ne lui répondait plus, parce que lui, toujours aussi tenace, devait poursuivre la bataille.

C'est pourquoi il est toujours présent dans l'âme de son peuple, chez cette jeunesse qui, dans la nuit de Caracas, ne dort pas et soulage sa douleur « en tatouant » dans sa vie la vie de Chavez, chez ces mères qui, leurs enfants dans les bras, font la queue des heures durant, chez ces personnes âgées qui, malgré leur fragile santé, se protègent du soleil dans ces mêmes files d'attente afin voir leur président, chez ces hommes qui, dans l'attente, pleurent par moment, le leader qui leur a rappelé qu'ils étaient des êtres humains dignes.

J'ai quitté Cuba qui avait mis ses drapeaux en berne, un pays pleurant, lui aussi, un père. Mais par ces méandres indéchiffrables de l'existence, par ces clins d'œil que nous fait la vie, au plus profond de ma peine, je suis redevenue complice de la vie. L'avion qui m'a ramenée dans ce pays, était rempli de médecins, d'infirmières, de « guérisseurs » de l'âme, comme le signe évident que la lumière qu'alluma Chavez n'a pas la moindre intention de s'éteindre, parce que la vie continue, parce que le combat se poursuit, parce que la victoire s'est incarnée dans le peuple de cette terre, parce que Chavez est toujours parmi nous, parce qu'il a vaincu le destin et qu'il est devenu cette force qui porte aujourd'hui cette patrie sauvée.

Qui peut prétendre aujourd'hui qu'il est mort, qui peut dire qu'il est possible de s'habituer à une idée aussi macabre ? Cet enfant à qui, un jour, l'on a refusé l'accès à l'école parce qu'il ne portait pas de chaussures, est devenu l'homme qui a enseigné à son pays à marcher.

Ceux qui aujourd'hui le pleurent, savent que ces pleurs sont passagers, parce que la Révolution n'admet ni le repos, ni l'attente, ni l'affliction. Parce que, comme l'a dit une âme bouleversée par ce drame du 5 mars : « Ceci est pour l'éternité, Hasta siempre. Il est interdit de laisser mourir Chavez, nous y consacrerons notre vie entière ».

Granma. La Havane. 14 Mars 2013

Nicolas Maduro élu président du Venezuela !

Nicolas Maduro a été élu président du Venezuela avec 50, 8 % des voix, a annoncé le Conseil national électoral, mardi 16 avril 2013.

Le scrutin du 7 octobre dernier avait été marqué par un différentiel de 11 %. Contrairement aux pronostics chavistes, il semble que de nombreux électeurs du parti au pouvoir se soient abstenus ce dimanche.

Sans surprise, le candidat de l'opposition, Henrique Capriles, s'est déclaré élu avec 300 000 voix d'avance.

Le président élu prêtera serment vendredi 19 avril. D'ores et déjà plusieurs chefs d'État amis du Venezuela ont indiqué leur souhait d'assister à la cérémonie. C'est notamment le cas de l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad.

Réseau Voltaire 16 avril 2013



Le président élu Nicolas Maduro prêtera serment le vendredi 19 avril 2013

Entretien fraternel entre Fidel et Maradona

Le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, a eu, dans l'après-midi du samedi 13 avril, un entretien fraternel avec l'ex-star du football argentin Diego Armando Maradona.

Maradona est arrivé à La Havane en provenance de Caracas, au Venezuela, où il a visité l'historique Caserne de La Montaña pour rendre hommage à la mémoire du Commandant de la République bolivarienne, Hugo Chavez Frias, avant de rencontrer le Président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro. Le dialogue entre Fidel et Maradona a été l'occasion d'un échange animé et fructueux entre deux vieux amis.

Granma International 15 Avril 2013



Syrie : 15 000 mercenaires financés par l'argent de la drogue afghane

Jusqu'à 20 000 mercenaires opérant en Syrie sont financés avec l'argent provenant du trafic de drogue afghane, a déclaré jeudi aux journalistes le directeur du Service fédéral russe de contrôle des stupéfiants (FSKN) Viktor Ivanov. « Les groupements criminels transnationaux sont en mesure de financer avec l'argent de l'héroïne l'afflux d'un grand nombre de criminels et de mercenaires de différents pays vers n'importe quel point du monde. Entre 15.000 et 20.000 mercenaires [financés par ces moyens] sont déployés en Syrie, où ils déstabilisent le pays », a déclaré le responsable russe lors d'une rencontre avec une délégation de l'Université militaire pakistanaise chargée du développement de la coopération bilatérale dans le domaine de la lutte antidrogue.

M. Ivanov a en outre ajouté que ce sont des groupes criminels transnationaux, et non les talibans afghans, qui représentaient le plus grand risque pour les pays voisins.

Source: RIA Novosti (Fédération de Russie) Réseau Voltaire 11 avril 2013

Suite de la page (11)

des États-Unis et de l'Union européenne.

En contraste flagrant, le président Barack Obama a assumé le pouvoir d'assassiner ses concitoyens, basé sur des informations secrètes et sans procès à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis. Son administration a effectué ces assassinats « ciblés » des citoyens états-uniens et de leurs enfants, en a emprisonné d'autres sans procès et maintient des «fichiers» secrets sur plus de 40 millions de compatriotes. Chávez n'a jamais assumé ces pouvoirs et n'a jamais assassiné ou torturé un seul Vénézuélien. Au Venezuela, la douzaine de prisonniers dont la condamnation pour des actes de violence et de subversion est issue de procès ouverts devant les tribunaux vénézuéliens, contrastent fortement avec les dizaines de milliers de musulmans et les immigrés latino-américains emprisonnés secrètement et sans procès valable avec fausses preuves aux États-Unis. Chávez a rejeté la terreur d'État, tandis que Barack Obama dispose d'équipes spéciales d'assassinat sur le terrain dans plus de 70 pays. Obama soutient les invasions policières arbitraires des maisons des citoyens et des lieux de travail basé sur des « preuves secrètes ». Chávez a même toléré les activités les partis d'opposition financés par les services secrets US. En un mot, Obama utilise la « sécurité nationale » pour détruire les libertés démocratiques tandis que Chávez a confirmé les libertés démocratiques et a imposé des limites constitutionnelles à l'appareil de sécurité nationale.

Chávez a cherché la résolution pacifique des conflits diplomatiques avec les pays voisins hostiles, tels que la Colombie, qui accueille sept bases militaires américaines - tremplins potentiels à une intervention états-unienne. D'autre part, M. Obama s'est engagé dans une guerre ouverte avec au moins sept pays et a poursuivi des actions hostiles secrètes contre des dizaines d'autres.

Conclusion

L'héritage de Chávez est à multiples facettes. Ses contributions sont originales, théoriques, pratiques et universellement applicables. Il a démontré dans la théorie et la pratique comment un petit pays peut se défendre contre l'impérialisme et maintenir les principes démocratiques et passer à la mise en œuvre des programmes avancés sociaux. Sa poursuite de l'intégration régionale et la promotion de normes éthiques dans la gouvernance d'une nation fournissent des exemples profondément pertinents dans un monde capitaliste croulant sous les politiciens corrompus qui sabrent le niveau de vie des peuples tout en enrichissant les ploutocrates.

Le rejet par Chávez de la doctrine Bush-Obama du « terrorisme d'État pour combattre le terrorisme », son affirmation que les racines de la violence sont l'injustice sociale, le pillage économique et l'oppression politique et sa conviction que la résolution de ces problèmes sous-jacents est le chemin de la paix, est comme le guide éthico-politique pour la survie de l'humanité.

Face à un monde de violence impériale de contre-révolution, il résolut de se tenir aux côtés des opprimés du monde. Hugo Chávez entre dans l'histoire du monde comme un leader politique complet, avec la stature du chef le plus humain et multivalent de notre époque : une figure de Renaissance pour le 21e siècle.

Traduction : Roger Lagassé
Réseau Voltaire 16 avril 2013

Suite de la page (14)

substantielle. L'exploitation de la bauxite de Miragoâne a plutôt profité à la dynastie qui a dirigé la nation de 1957 à 1986 qu'au pays. Le passage de la Reynolds a donc laissé un mauvais souvenir aux haïtiens.

En plus de s'être fait complice de la Reynolds dans le pillage de la Bauxite de Miragoâne, le régime macoute a, au début des années 1980, conclu un deal avec les Etats-Unis pour abattre le cheptel bovin haïtien qui, dit-on, souffrait de la Peste porcine africaine (PPA). C'est en 1978 qu'apparaît en Haïti la peste porcine africaine. Un plan d'éradication de la maladie a été mis en place rapidement. Le cheptel bovin haïtien était estimé à l'époque à près de 2 millions. De 1981 à 1983, le Plan d'Eradication de la Peste porcine Africaine pour le Développement de l'Elevage Porcin (PEPAPADEP) est entré en application. Dans le cadre de cette opération commanditée par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, tous les cochons créoles ont été abattus massivement au profit des procs dit grimelles des éleveurs américains. Au lieu d'éradiquer la maladie, la dictature a fait exterminer tous les cochons qui représentaient d'ailleurs l'épargne des paysans. L'opération rapporte quelque vingt-trois millions de dollars Américains au PEPADEP, mais seulement 7.5 millions ont été distribués aux paysans qui étaient contraints d'échanger leurs porcs pour de l'argent. D'où la décapitalisation du secteur paysan et le processus de paupérisation accélérée du pays. Ce n'est donc pas par hasard que le pays devient aussi vulnérable et dépendant de l'étranger. Il y a eu toute une politique antinationale, qu'on semble vouloir restaurer d'ailleurs, qui a été mise en œuvre pour qu'aujourd'hui le pays atteigne le plafond de la nudité et de la pauvreté absolue. L'avenir de ce qui reste des ressources nationales dépend du secteur qui remportera les prochaines élections. Ce secteur acceptera-t-il de se compromettre avec les puissances étrangères pour achever le pillage des mines d'or, de cuivre et du puits de pétrole du pays dont plusieurs études font mention ? Toute la question se situe à ce niveau.

Que reste-t-il du secteur démocratique ?

Au moment où le secteur macoutoputschiste s'organise et se regroupe pour garder le pouvoir, l'opposition dite démocratique peine à s'unir dans la perspective des prochaines élections. Il est pourtant crucial que cette opposition parvienne à harmoniser ses rapports en vue de définir une alternative viable dont l'objectif fondamental serait de contrer les tentatives du régime Tèt Kalé visant à vassaliser toutes institutions démocratiques du pays. Mais l'opposition souffre, à certains niveaux, d'un déficit de crédibilité dans l'opinion publique. Certains secteurs de cette opposition se sont pervertis. Tantôt ils se battent dans le camp démocratique, tantôt ils s'allient avec les bourreaux du peuple. Nombreux sont les leaders de l'actuelle opposition qui étaient dans le même camp que Michel Martelly, c'est-à-dire, le secteur macoutoputschiste. Ensemble, ils ont combattu, sous la bannière du mouvement « Grenn Nan Bouda (GNB) ; couilles dans les fesses, en français, le régime Lavalas pendant la période 2001 à 2004. Il s'agit là de contradictions flagrantes que le pouvoir va sans doute utiliser pour tenter de mettre l'opposition hors-jeu. D'ailleurs, en raison de cette situation, le président Martelly n'a jamais raté une occasion pour discréditer la classe politique qu'il accuse d'être responsable des malheurs du pays. L'opposition souffre donc d'un déficit de crédibilité qui risque fort bien de profiter au secteur démocratique.

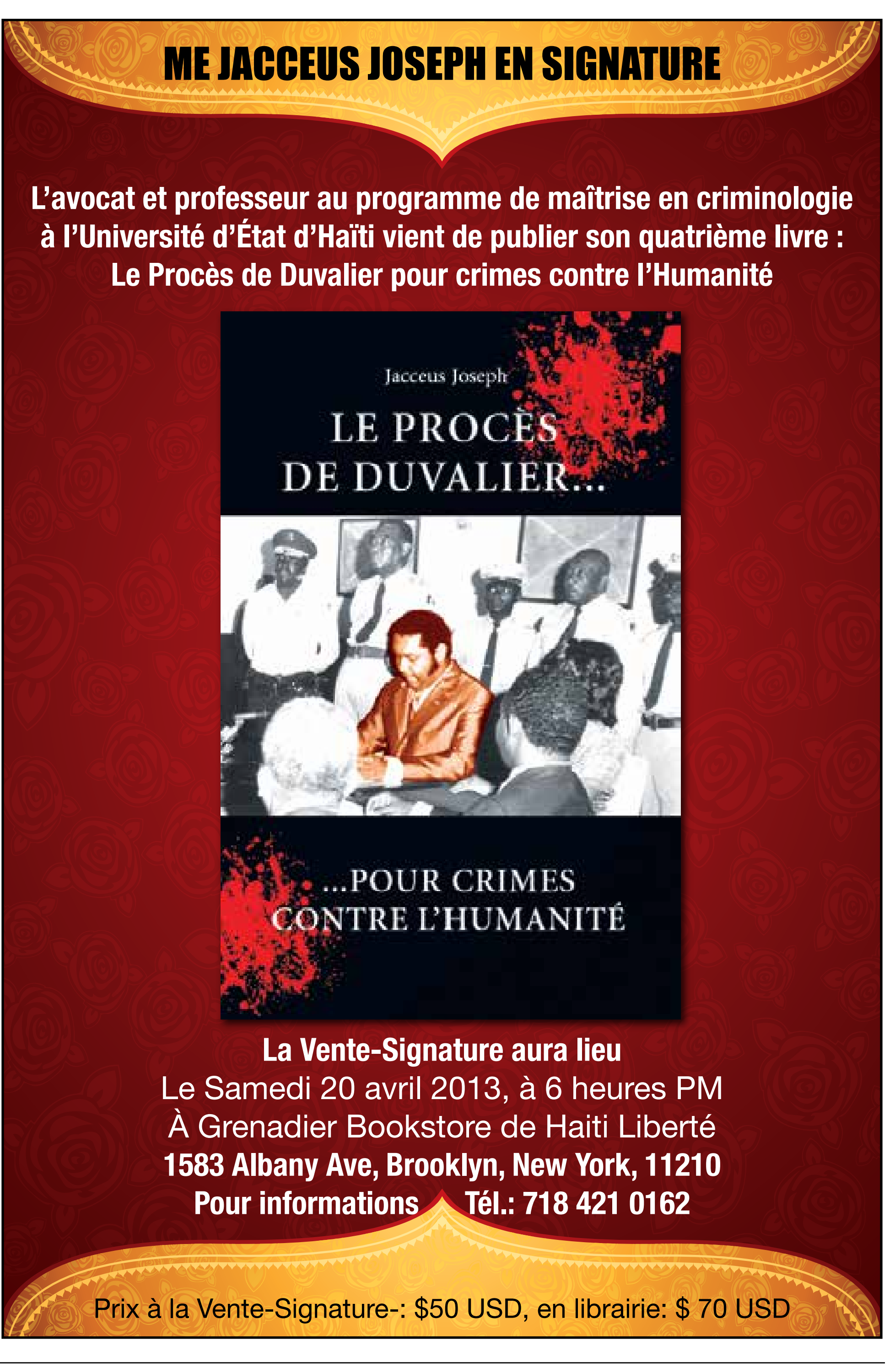
Il est vrai que la population est aux abois et ne sait plus à qui crier, quand rien n'est encore clairement défini en termes d'alternative par rapport au pouvoir en place. Depuis le 17 Octobre 2012, l'opposition a entamé une caravane à travers le pays. De temps en temps, elle tient une réunion dans une zone du pays. Mais la convergence des forces démocratiques se fait toujours attendre. Il y a tellement de contradictions au sein de cette opposition qui se veut démocratique que certains ténors de la scène politique dont Fanmi Lavalas et l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) ont boudé le dernier rassemblement de l'opposition aux Gonaïves. Fanmi Lavalas s'était abstenue de signer le « Manifeste du Cap-Haïtien » après que certains partis de l'opposition eurent exigé que cette formation politique fasse son mea culpa. D'aucuns pensent que cette exigence était une erreur d'appréciation politique compte tenu du contexte dans lequel elle a été faite et la capacité de mobilisation de Lavalas. Ceci laisse une mauvaise impression dans l'opinion publique sur l'orientation que veut prendre l'opposition. Dans le contexte actuel, il faudrait avant tout identifier l'adversaire pour mieux ajuster son tir. Sinon, l'opposition risque de rater sa cible. D'autant qu'aujourd'hui, il devient de plus en plus nécessaire que ceux qui se ressemblent se mettent ensemble pour contrer la menace des forces antidémocratiques. L'unité du camp démocratique demeure la seule planche de salut pour éviter au pays de retourner à son triste passé. Il est donc temps que chacun renonce à son orgueil personnel pour mettre le pays au centre de leurs actions politiques afin de le sortir du gouffre.

Si l'opposition consent le sacrifice de s'organiser et de bien exploiter l'échec du pouvoir dans la gouvernance du pays, laquelle gouvernance est marquée par l'aggravation de la misère, l'accélération de la paupérisation des masses défavorisées et l'anéantissement des classes moyennes, elle doit certainement faire la différence aux prochaines élections. Cependant, l'opposition démocratique doit aussi tenir compte des avantages dont dispose le pouvoir pour favoriser ses candidats. Le régime Tèt Kalé se lance depuis quelques temps dans une logique de quadrillage du territoire avec la nomination des agents intérimaires de l'Exécutif au niveau des municipalités placées directement sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur que dirige un ancien responsable du parti des macoutes, Parti de l'Unité Nationale (PUN). Il essaie de contrôler aussi les collectivités territoriales en promettant toutes sortes d'équipement aux Assemblées des Sections Communales (ASECs) et aux Conseils d'Administration des Sections Communales CASECs). Tout en gardant sa pluralité, l'opposition démocratique doit, cependant, faire preuve de clairvoyance pour reconnaitre qu'actuellement, aucun parti sur l'échiquier politique haïtien ne pourra gagner les prochaines élections sans une certaine unité. Elle doit savoir qu'aujourd'hui, l'adversaire, ce n'est pas seulement le régime en place et ses alliés macouto-putschistes, mais aussi un secteur mafieux de la communauté internationale qui pactise avec leurs agents haïtiens pour garder le pays dans la crasse et la misère abjecte.

Francklyn B. Geffrard
Journaliste indépendant
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)



AROMARK
SHIPPING
WE NOW SHIP TO PORT AU PRINCE
FULL CONTAINER LOADS, TRUCKS, CARS,
BUSSES & CONSTRUCTION EQUIPMENT,
RECEVING EVERY FRIDAY FROM 8 AM to 3 PM
IN RED HOOK TERMINAL
160 VAN BRUNT ST.BROOKLYN,NY 11231
SAILING TIME 12 DAYS
IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI
Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...
We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. Sailing Time: 12 days.
Vehicles received every Friday in Brooklyn.
ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE.
Please call GABRIEL or ROBERT:
973-690-5363
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com



ME JACCEUS JOSEPH EN SIGNATURE
L'avocat et professeur au programme de maîtrise en criminologie à l'Université d'État d'Haïti vient de publier son quatrième livre : Le Procès de Duvalier pour crimes contre l'Humanité
Jacceus Joseph
LE PROCÈS DE DUVALIER...
...POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ
La Vente-Signature aura lieu
Le Samedi 20 avril 2013, à 6 heures PM
À Grenadier Bookstore de Haiti Liberté
1583 Albany Ave, Brooklyn, New York, 11210
Pour informations Tél.: 718 421 0162
Prix à la Vente-Signature-: $50 USD, en librairie: $ 70 USD